

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 27 MAI 2026

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 28 AVRIL 2026			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 28	Nombre de votants : 33	Date de la convocation : 20 mai 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-sept mai à dix-huit heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est assemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. William COMBES, Mme Christine BÉNET, M. El Mahdi DAHBI, Mme Françoise CASTEL, M. Michel MASUYER, Mme Sabrina FITO, M. Laurent MARTINEZ, Mme Corinne ARMERO, Mme Mireille SANTINI, M. Bernard ROUSSET, M. Christian ROIG, M. Erik LE MOAL, Mme Christine FOULQUIER, M. Thierry CAUMEIL, M. Jérôme BACAVE-ESTEVE, Mme Magali GARY-BOBO, Mme Angélique ARCIET, Mme Vanessa BESLER, Mme Émilie FABREGAT, Mme Carol-Ann EHRHARD, Mme Pauline VILCHEZ, M. André HERNANDEZ, Mme Dominique GEA, M. Denis PROVENT, M. Thierry DENARD, Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Valérie DUMONTET

Étaient absents :

M. Alain GARCIA, M. Philippe GALANO, M. Jean-Charles PITT, Mme Mélinda MARTIN, M. Michel CANO

Avaient donné mandat :

M. Alain-Marc GARCIA donne procuration à M. Laurent MARTINEZ, M. Philippe GALANO donne procuration à M. Gérard FORCADA, M. Jean-Charles PITT donne procuration à M. William COMBES, Mme Mélinda MARTIN donne procuration à M. El Mahdi DAHBI, M. Michel CANO donne procuration à Mme Marie-Claude MARTINEZ

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Michel MASUYER

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 28 AVRIL 2026

L'an deux mille vingt-six, le vingt-huit avril à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de Monsieur le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. William COMBES, Mme Christine BÉNET, M. El Mahdi DAHBI, Mme Françoise CASTEL, M. Michel MASUYER, Mme Sabrina FITO, M. Laurent MARTINEZ, Mme Corinne ARMERO, Mme Mireille SANTINI, M. Bernard ROUSSET, M. Christian ROIG, M. Philippe GALANO, M. Erik LE MOAL, Mme Christine FOULQUIER, M. Thierry CAUMEIL, M. Jérôme BACAVE-ESTEVE, Mme Magali GARY-BOBO, Mme Angélique ARCIET, Mme Carol-Ann EHRHARD, Mme Pauline VILCHEZ, Mme Mélinda MARTIN, M. André HERNANDEZ, M. Michel CANO, Mme Dominique GEA, M. Denis PROVENT, M. Thierry DENARD, Mme Valérie DUMONTET

Étaient absents :

M. Alain GARCIA, M. Jean-Charles PITT, Mme Vanessa BESLER, Mme Émilie FABREGAT, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Avaient donné mandat :

M. Alain GARCIA donne procuration à M. Laurent MARTINEZ, M. Jean-Charles PITT donne procuration à M. William COMBES, Mme Vanessa BESLER donne procuration à Mme Sabrina FITO, Mme Émilie FABREGAT donne procuration à Mme Carol-Ann EHRHARD, Mme Marie-Claude MARTINEZ donne procuration à M. Thierry DENARD

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA et William COMBES

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : El Mahdi DAHBI

ORDRE DU JOUR DE LA SÉANCE DU 28 AVRIL 2026

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

Fonctionnement des institutions communales

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du samedi 8 avril 2026
2. Désignation des membres de la Commission d'Appel d'Offre (CAO)
3. Création de la commission communale des impôts directs (CCID)
4. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil d'administration de l'école Alphonse Daudet
5. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil d'administration de l'école Alphonse Daudet
6. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil d'administration de l'école Ste-Thérèse
7. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil de l'école Frédéric Mistral
8. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil de l'école Marie Curie
9. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil d'administration du collège Joseph Anglade
10. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil d'administration du collège Rosa Parks
11. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil d'administration du lycée Ernest Ferroul
12. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil d'administration de l'institut l'Amandier
13. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil d'administration du Centre de Formation d'Apprentis aux métiers du Bâtiment et Travaux Publics de l'Aude
14. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil d'administration du CMA Formation
15. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil d'administration de l'association Éducation Formation Entreprise
16. Désignation d'un représentant de la commune auprès de BRL
17. Admission en non-valeur et créances éteintes sur le budget principal – Annexe
18. Admission en non-valeur et créances éteintes sur le budget annexe Assainissement – Annexe
19. Approbation du compte financier unique de l'exercice 2025 – Budget principal M57
20. Affectation du résultat à la suite du vote du compte financier unique 2025 budget principal
21. Approbation du compte financier unique de l'exercice 2025 – Budget Eau potable M49
22. Affectation du résultat à la suite du vote du compte financier unique 2025 budget annexe Eau potable
23. Approbation du compte financier unique de l'exercice 2025 – Budget Assainissement M49
24. Affectation du résultat à la suite du vote du compte financier unique 2025 budget annexe Assainissement
25. Approbation du compte financier unique de l'exercice 2025 – Budget principal et annexes en consolidé
26. Budget principal et budgets annexes Eau potable et Assainissement 2026 et consolidation – Annexes
27. Fongibilité des crédits en fonctionnement et investissement – Année 2026
28. Taux d'imposition 2026 – Annexe
29. Fixation du taux de la surtaxe Eau potable pour l'exercice 2026
30. Fixation du taux de la surtaxe Assainissement pour l'exercice 2026
31. Demande de subventions pour la création d'une station d'avitaillement AVGAS à l'aérodrome Pierre-Georges LATÉCOÈRE
32. Demande de subventions pour l'installation d'un ascenseur dans les anciens locaux de la CPAM
33. Approbation de frais de déplacement dans le cadre d'un mandat spécial
34. Renouvellement de la convention d'objectifs et de financement concernant la prestation de service relative à l'ALSH entre la commune de Lézignan-Corbières et la CAF de l'Aude – Annexe

35. Création d'un poste permanent au sein de la police municipale – Brigadier-chef principal
36. Création d'un poste permanent de responsable du service des assemblées et des affaires juridiques
37. Convention annuelle de service 2026 entre la commune et l'ASA du Plô et de la Jourre – Annexe
38. Servitude de passage aérien avec ENEDIS sur la parcelle cadastrée AE 415 – Annexes

NOTES EXPLICATIVES DE SYNTHÈSE

DOSSIER N°1

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 8 AVRIL 2026

Voir le dossier envoyé

DOSSIER N°2

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUSE : Christine BÉNET

OBJET : DÉSIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO)

Vu l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 1414-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article D. 1411-3 et D. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 2026-49 du 8 avril 2026 portant création de la Commission d'appel d'offres ;

Vu la délibération n° 2026-50 du 8 avril 2026 fixant les modalités de dépôt des listes pour l'élection des membres de la Commission d'appel d'offres ;

Il est nécessaire de procéder à l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres afin d'assurer la bonne administration des affaires de la commune. Cette élection doit se faire selon les modalités fixées par la délibération du conseil municipal n° 2026-50 du 8 avril 2026.

Les listes de candidats ont été transmises au service des assemblées de la Mairie avant le 7 avril 2026 à 17h00.

Deux listes ont été déposées :

- **La liste de la majorité municipale « Un autre Lézignan, Oui c'est possible »** : liste communiquée au service des assemblées dans les délais impartis
- **La liste « Un nouvel élan pour Lézignan »** : liste communiquée au service des assemblées dans les délais impartis

Il convient de procéder à une élection au scrutin de liste secret – sauf décision unanime contraire de l'assemblée délibérante, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel, de cinq titulaires et cinq suppléants.

En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Il convient de procéder à la désignation des membres de la CAO.

DOSSIER N°3

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : SERVICE DES ASSEMBLÉES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : El Mahdi DAHBI

OBJET : CRÉATION DE LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS (CCID)

Vu l'article 1650 et 1650-A du Code général des impôts ;

Vu le courrier adressé à M. le Maire par le Directeur départemental des Finances Publiques en date du 30 mars 2026 ;

Une commission communale des impôts directs (CCID) doit être instituée dans chaque commune. Cette commission occupe un rôle majeur dans la fiscalité directe locale.

- Elle dresse, avec le représentant de l'administration, la liste des locaux de référence pour déterminer la valeur locative des biens affectés à l'habitation ou servant à l'exercice d'une activité salariée à domicile, détermine leur surface pondérée et établit les tarifs d'évaluation correspondants (article 1503 du CGI) ;
- Elle participe à l'évaluation des propriétés bâties (article 1505 du CGI) ;
- Elle participe à l'élaboration des tarifs d'évaluation des propriétés non bâties ;
- Elle formule des avis sur des réclamations portant sur une question de fait relative à la taxe d'habitation et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (article R. 198-3 du livre des procédures fiscales).

Son rôle est consultatif. En cas de désaccord entre l'administration et la commission ou lorsque celle-ci refuse de prêter son concours, les évaluations sont arrêtées par l'administration fiscale.

L'article 345 de l'annexe III au CGI prévoit que la CCID se réunit à la demande du directeur régional/départemental des finances publiques, ou le cas échéant de son délégué, et sur convocation du maire ou de l'adjoint délégué ou, à défaut, du plus âgé des commissaires titulaires.

Il est demandé au Conseil municipal :

1/ De créer la Commission communale des impôts directs de la commune de Lézignan-Corbières.

2/ D'autoriser M. le Maire à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N°4

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AUPRÈS DU CONSEIL DE L'ÉCOLE ALPHONSE DAUDET

Vu l'article L 411-1 du Code de l'éducation selon lequel la directrice ou le directeur d'école préside le conseil d'école ;

L'école Alphonse DAUDET est une école maternelle publique, établie sur le territoire de la commune. Selon l'article D 411-1 du Code de l'éducation, le conseil d'école doit compter parmi ses membres deux élus :

- le maire ou son représentant
- un conseiller municipal désigné par le conseil municipal

Il est proposé au Conseil municipal de désigner comme représentants au conseil d'école de l'établissement Alphonse DAUDET :

-Titulaire : Mme Françoise CASTEL

-Suppléant : M. Thierry CAUMEIL

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N°5

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AUPRÈS DU CONSEIL DE L'ÉCOLE FRANCOISE DOLTO

Vu l'article L 411-1 du Code de l'éducation selon lequel la directrice ou le directeur d'école préside le conseil d'école ;

L'école Française DOLTO est une école maternelle publique, établie sur le territoire de la commune. Selon l'article D 411-1 du Code de l'éducation, le conseil d'école doit compter parmi ses membres deux élus :

- le maire ou son représentant
- un conseiller municipal désigné par le conseil municipal

Il est proposé au Conseil municipal de désigner comme représentants au conseil d'école de l'établissement Française DOLTO :

-Titulaire : Mme Françoise CASTEL

-Suppléant : M. Thierry CAUMEIL

Il convient d'en délibérer

DOSSIER N°6

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE :

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AUPRÈS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ÉCOLE STE-THÉRÈSE

Vu l'article L 411-1 du Code de l'éducation selon lequel la directrice ou le directeur d'école préside le conseil d'école ;

L'école Ste-Thérèse est une école maternelle et élémentaire privée établie sur le territoire de la commune.

Le conseil d'école est l'assemblée qui prend les décisions importantes de l'organisation de l'établissement. Il se réunit, par exemple, pour voter le règlement intérieur de l'école et adopter le projet d'école. Le conseil d'école est composé notamment de personnels de l'école et de représentants des parents d'élèves.

Selon l'article D 411-1 du Code de l'éducation, le conseil d'école doit compter parmi ses membres deux élus :

- le maire ou son représentant
- un conseiller municipal désigné par le conseil municipal

Il est proposé au Conseil municipal de désigner comme représentants au conseil d'école de l'établissement Ste-Thérèse :

-Titulaire : Mme Françoise CASTEL

-Suppléant : M. Thierry CAUMEIL

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N°7

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AUPRÈS DU CONSEIL DE L'ÉCOLE FREDERIC MISTRAL

Vu l'article L 411-1 du Code de l'éducation selon lequel la directrice ou le directeur d'école préside le conseil d'école ;

L'école Frédéric MISTRAL est une école élémentaire publique, établie sur le territoire de la commune. Selon l'article D 411-1 du Code de l'éducation, le conseil d'école doit compter parmi ses membres deux élus :

- le maire ou son représentant
- un conseiller municipal désigné par le conseil municipal

Il est proposé au Conseil municipal de désigner comme représentants au conseil d'école de l'établissement Frédéric MISTRAL :

-Titulaire : Mme Françoise CASTEL

-Suppléant : M. Thierry CAUMEIL

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N°8

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AUPRÈS DU CONSEIL DE L'ÉCOLE MARIE CURIE

Vu l'article L 411-1 du Code de l'éducation selon lequel la directrice ou le directeur d'école préside le conseil d'école ;

L'école Marie CURIE est une école élémentaire publique, établie sur le territoire de la commune. Selon l'article D 411-1 du Code de l'éducation, le conseil d'école doit compter parmi ses membres deux élus :

- le maire ou son représentant
- un conseiller municipal désigné par le conseil municipal

Il est proposé au Conseil municipal de désigner comme représentants au conseil d'école de l'établissement Marie CURIE :

-Titulaire : Mme Françoise CASTEL

-Suppléant : M. Thierry CAUMEIL

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N°9

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DE LA COMMUNE AUPRÈS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLLÈGE JOSEPH ANGLADE

Vu l'article L. 421-4 du Code de l'éducation ;

Vu les articles R 421-1 à R. 426-22 du Code de l'éducation ;

Le collège Joseph ANGLADE est un collège de plus de 600 élèves établi sur le territoire de la commune. Selon l'article L. 421-4 du Code de l'éducation, son conseil d'administration doit compter parmi ses membres un représentant de la commune et un représentant de l'intercommunalité.

Il est proposé au Conseil municipal de désigner comme représentante titulaire de la commune au conseil d'administration du collège Joseph ANGLADE : Mme Françoise CASTEL et comme représentant suppléant M. Thierry CAUMEIL.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N°10

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AUPRÈS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU COLLEGE ROSA PARKS

Vu l'article L. 421-4 du Code de l'éducation ;

Vu les articles R 421-1 à R. 426-22 du Code de l'éducation ;

Le collège Rosa PARKS est un collège d'environ 500 élèves établi sur le territoire de la commune. Selon l'article L. 421-4 du Code de l'éducation, son conseil d'administration doit compter parmi ses membres un représentant de la commune et un représentant de l'intercommunalité.

Il est proposé au Conseil municipal de désigner comme représentante titulaire de la commune au conseil d'administration du collège Rosa PARKS : Mme Françoise CASTEL et comme représentant suppléant M. Thierry CAUMEIL.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N°11

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AUPRÈS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU LYCÉE ERNEST FERROULS

Vu l'article L. 421-4 du Code de l'éducation ;

Vu les articles R 421-1 à R. 426-22 du Code de l'éducation ;

Le lycée Ernest FERROULS est un lycée de près 1300 élèves établi sur le territoire de la commune. Selon l'article L. 421-4 du Code de l'éducation, son conseil d'administration doit compter parmi ses membres un représentant de la commune et un représentant de l'intercommunalité.

Il est proposé au Conseil municipal de désigner comme représentante titulaire de la commune au conseil d'administration du lycée Ernest FERROULS : Mme Françoise CASTEL et comme représentant suppléant M. Thierry CAUMEIL.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N°12

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AUPRÈS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT L'AMANDIER

Vu l'article L. 421-4 du Code de l'éducation ;

Vu les articles R 421-1 à R. 426-22 du Code de l'éducation ;

L'institut l'Amandier est un établissement scolaire privé sous contrat d'association avec l'État établi sur le territoire de la commune qui compte près de 400 élèves et qui réunit un collège et un lycée professionnel.

Selon l'article L. 421-4 du Code de l'éducation, son conseil d'administration doit compter parmi ses membres un représentant de la commune et un représentant de l'intercommunalité.

Il est proposé au Conseil municipal de désigner comme représentante titulaire de la commune au conseil d'administration de l'institut l'Amandier : Mme Françoise CASTEL et comme représentant suppléant M. Thierry CAUMEIL.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N°13

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AUPRÈS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS AUX MÉTIERS DU BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS DE L'AUDE

Le BTP CFA de l'Aude est un établissement de formation du secteur Bâtiments et Travaux Publics, disposant de cinq centres de formation, dont un est établi à Lézignan-Corbières. Cet établissement est engagé à perpétuer la transmission et le savoir-faire des métiers du BTP, particulièrement par la promotion de l'apprentissage et de l'alternance.

Il est proposé au Conseil municipal de désigner comme représentants au Conseil du CFA BTP de l'Aude Mme Christine BÉNET comme représentante titulaire, et M. Christian ROIG comme représentant suppléant.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N°14

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : William COMBES

OBJET : DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AUPRÈS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS INTERPROFESSIONNEL HENRI MARTIN

Le CFAI Henri Martin de Lézignan-Corbières a pour but de former des jeunes entre 15 et 30 ans, aux métiers de l'artisanat. Il développe également des formations pour tous les professionnels et adultes ayant un projet ou souhaitant se perfectionner.

Il est proposé au Conseil municipal de désigner comme représentante titulaire de la commune au CFAI Henri Martin Mme Christine BÉNET et comme représentant suppléant M. Christian ROIG.
Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N°15

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNE AUPRÈS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION ÉDUCATION FORMATION ENTREPRISE

Cette association rassemble des chefs d'entreprises et des directeurs d'établissements, et participe au Forum des métiers chaque année. Elle a pour objectif de mettre en synergie les potentialités des établissements scolaires et des entreprises adhérentes pour améliorer la qualité de la formation des jeunes.

Il est proposé au Conseil municipal de désigner comme représentants au conseil d'administration de l'association Education Formation Entreprise :

- Mme Pauline VILCHEZ comme représentante titulaire et M. Jérôme BACAVE-ESTEVE comme représentant suppléant.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N°16

CONSEIL MUNICIPAL DU 26 AVRIL 2026

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT DE LA COMMUNE AUPRÈS DE BRL

Vu les articles L. 1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 2011-35 du 14 octobre 2011 relative à la SEM Bas Rhône Languedoc ;

La Société Anonyme d'Économie Mixte Locale « Bas Rhône Languedoc » (BRL) a été créée en 1955 et est concessionnaire du grand réseau hydraulique, propriété de la Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée. BRL assure la maîtrise d'ouvrage des travaux de modernisation et d'extension de ce réseau.

Le capital de BRL est détenu majoritairement par la Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée, ainsi que par les départements du Gard, de l'Hérault, de l'Aude, des Pyrénées orientales et de la Lozère. De nombreuses communes de ces départements, comme la commune de Lézignan-Corbières, détiennent également une partie de ce capital.

En tant qu'actionnaire, la commune de Lézignan-Corbières est sollicitée par BRL pour désigner un représentant, lequel sera appelé à siéger à l'assemblée générale et à l'assemblée spéciale des collectivités territoriales actionnaires de BRL.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal de désigner M. Gérard FORCADA comme représentant de la commune de Lézignan-Corbières à l'assemblée spéciale des collectivités territoriales actionnaires.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N°17

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES RAPPORTEUR : El Mahdi DAHBI

OBJET : ADMISSION EN NON-VALEUR ET CRÉANCES ÉTEINTES SUR LE BUDGET PRINCIPAL - ANNEXE

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu le CGCT et notamment son article L 2541-12-9° ;

Vu la délibération du 28 Avril 2026 portant vote du budget primitif et du budget principal ;

Il y a lieu de procéder à la régularisation des créances en non-valeurs et éteintes pour les exercices 2020 à 2023. Dans le cadre de l'apurement périodique des comptes entre l'ordonnateur et le comptable, le SGC Narbonne a

proposé l'admission en non-valeur d'un certain nombre de créances détenues par la ville de Lézignan-Corbières sur des débiteurs dont l'insolvabilité ou la disparition sont établies.

Ces admissions en non-valeur entrent dans la catégorie des actes de renonciation et de libéralité qui, en vertu de l'article L. 2541-12-9° du Code général des collectivités territoriales, sont soumis à la décision du Conseil municipal.

Les recettes à admettre s'élèvent à :

- Créances admises en non-valeur (2020 à 2023) : 2 530,95 €
- Créances éteintes exercice 2022 (compte 6542) : 114,00 €

A l'appui de ces demandes et avec le concours des services ordonnateurs, le SGC Narbonne fournit les justificatifs qui permettent de proposer ces admissions en non-valeur et en créances éteintes.

Il est demandé au Conseil municipal :

1/ De valider les créances admises en non-valeur (2020 à 2023) suivantes : 2 530,95 € et les créances éteintes exercice 2022 (compte 6542) suivantes : 114,00 € conformément aux justificatifs joints.

2/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N°18

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : El Mahdi DAHBI

OBJET : ADMISSION EN NON-VALEUR ET CRÉANCES ÉTEINTES SUR LE BUDGET ASSAINISSEMENT - ANNEXE

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu le CGCT et notamment son article L 2541-12-9°,

Vu la délibération du 28 Avril 2026 portant vote du budget primitif du budget annexe Assainissement,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à régularisation des créances en non-valeurs pour les exercices 2022 à 2023,

Dans le cadre de l'apurement périodique des comptes entre l'ordonnateur et le comptable, le SGC Narbonne a proposé l'admission en non-valeur d'un certain nombre de créances détenues par la ville de Lézignan-Corbières sur des débiteurs dont l'insolvabilité ou la disparition sont établies.

Ces admissions en non-valeur entrent dans la catégorie des actes de renonciation et de libéralité qui, en vertu de l'article L. 2541-12-9° du Code général des collectivités territoriales, sont soumis à la décision du Conseil municipal.

Les recettes à admettre pour les créances admises en non-valeur (2022 à 2023) s'élèvent à : 4 818,61 €

A l'appui de ses demandes et avec le concours des services ordonnateurs, le SGC Narbonne fournit les justificatifs qui permettent de proposer ces admissions en non-valeur et en créances éteintes.

Il est demandé au Conseil municipal :

1/ De valider les créances admises en non-valeur (2022 à 2023) pour un montant de 4 818,61 € conformément aux justificatifs joints.

2/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N°19

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : El Mahdi DAHBI

OBJET : Approbation du Compte Financier Unique de l'exercice 2025 – Budget Principal M57

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, autorisant l'expérimentation d'un compte financier unique ;

VU les instructions budgétaires et comptables M57 et M49 appliquées à la collectivité ; VU le compte de gestion du budget de l'exercice 2025 établis par le Comptable Public ; VU le compte administratif du budget de l'exercice 2025 établis par l'Ordonnateur ;

CONSIDÉRANT que le Compte Financier Unique (CFU) constitue désormais le document de synthèse des résultats de l'exécution budgétaire, se substituant au compte administratif et au compte de gestion ;

CONSIDÉRANT l'article L. 2121-14 du code général des collectivités territoriales, dans les séances où le compte financier unique est débattu, le conseil municipal élit son président. En conséquence, M. le Maire peut assister à la discussion mais doit se retirer de la salle au moment du vote. S'étant retiré,

Il est demandé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1 : Approuve le Compte Financier Unique de l'exercice 2025 budget Principal tel que présenté, lequel fait apparaître les résultats suivants :

ARTICLE 2 : Donne acte de la présentation faite du compte financier unique lequel peut se résumer comme indiqué ci-dessus ;

ARTICLE 3 : Constate la parfaite concordance entre les écritures de l'Ordonnateur et celles du Comptable Public.

ARTICLE 4 : Reconnaît la sincérité des restes à réaliser ;

ARTICLE 5 : Décide que les résultats ainsi constatés seront repris au budget de l'exercice 2026 selon les modalités d'affectation qui feront l'objet d'une délibération distincte.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N°20

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES RAPPORTEUR : El Mahdi DAHBI

OBJET : AFFECTATION DU RÉSULTAT A LA SUITE DU VOTE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 BUDGET PRINCIPAL

Vu les articles L. 1612-12 à 1612-14, et L. 2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales, Vu l'arrêté du 08 décembre 2022 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu le Compte Financier Unique 2025 Budget principal,

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57, à la suite du vote du Compte financier unique 2025, le Conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat en vue des reprises sur le Budget principal 2026.

Il est proposé au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat comme suit :

	RESULTAT CA	VIREMENT A LA SF	RESULTAT DE L'EXERCICE	RESTES A REALISER	SOLDE DES RESTES A REALISER	CHIFFRES A PRENDRE EN COMPTE POUR L'AFFECTATION DE RESULTAT
	2024		2025	2025		
INVEST	465 903,72		- 1 800 632,63	840 574,27 387 164,78	- 453 409,49	- 1 788 138,40
FONCT	4 733 738,22		819 600,11			5 553 338,33

Considérant que seul le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat (le résultat d'investissement reste toujours en investissement et doit en priorité couvrir le besoin de financement (déficit) de la section d'investissement,

Décide d'affecter le résultat comme suit :

EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULÉ AU 31/12/	2025	5 553 338,33
Affectation obligatoire :		
A la couverture d'auto-financement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068)		1 788 138,40
Solde disponible affecté comme suit :		
Affectation complémentaire en réserves (c/ 1068)		
Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002)		3 765 199,93
Total affecté au c/ 1068 :		1 788 138,40
DEFICIT GLOBAL CUMULÉ AU 31/12/	2025	
Déficit à reporter (ligne 002) en dépenses de fonctionnement		

Il est demandé au conseil municipal de voter l'affectation du résultat selon les données exposées ci-dessus. Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N°21

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : El Mahdi DAHBI

OBJET : Approbation du Compte Financier Unique de l'exercice 2025 – Budget Eau Potable M49

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, autorisant l'expérimentation d'un compte financier unique ;

VU les instructions budgétaires et comptables M57 et M49 appliquées à la collectivité ; VU le compte de gestion du budget de l'exercice 2025 établi par le Comptable Public ; VU le compte administratif du budget de l'exercice 2025 établis par l'Ordonnateur ;

CONSIDÉRANT que le Compte Financier Unique (CFU) constitue désormais le document de synthèse des résultats de l'exécution budgétaire, se substituant au compte administratif et au compte de gestion ;

CONSIDÉRANT l'article L. 2121-14 du code général des collectivités territoriales, dans les séances où le compte financier unique est débattu, le conseil municipal élit son président. En conséquence, M. le Maire peut assister à la discussion mais doit se retirer de la salle au moment du vote. S'étant retiré,

Il est demandé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1 : Approuve le Compte Financier Unique de l'exercice 2025 budget Eau Potable tel que présenté, lequel fait apparaître les résultats suivants :

CFU BUDGET EAU POTABLE ANNEE 2025					
			Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	1 459 208,74	581 982,00	2 041 190,74
	Recettes réalisées	B	92 960,71	605 151,30	698 112,01
	Restes à réaliser	C	130 080,09	-	130 080,09
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	1 572 697,92	1 456 395,65	3 029 093,57
	Dépenses réalisées	E	82 030,18	60 189,74	1 42 219,92
	Restes à réaliser	F	614,80	-	614,80
Différences entre les titres et les mandats					
	Solde des réalisations de l'exercice	G=B-E	10 930,53	544 961,56	555 892,09
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés	H	113 489,18	874 413,65	987 902,83
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Exédent / déficit	G+H	124 419,71	1 419 375,21	1 543 794,92
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser	I=C-F	129 465,29	-	129 465,29
Résultat cumulé	Exédent / déficit	G+H+I	253 885,00	1 419 375,21	1 673 260,21

ARTICLE 2 : Donne acte de la présentation faite du compte financier unique lequel peut se résumer comme indiqué ci-dessus ;

ARTICLE 3 : Constate la parfaite concordance entre les écritures de l'Ordonnateur et celles du Comptable Public.

ARTICLE 4 : Reconnaît la sincérité des restes à réaliser ;

ARTICLE 5 : Décide que les résultats ainsi constatés seront repris au budget de l'exercice 2026 selon les modalités d'affectation qui feront l'objet d'une délibération distincte.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 22

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : El Mahdi DAHBI

OBJET : AFFECTATION DU RÉSULTAT A LA SUITE DU VOTE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 BUDGET EAU POTABLE

Vu les articles L1612-12 à 1612-14, et L2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales, Vu l'arrêté du 08 décembre 2022 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu l'instruction comptable M49,

Vu le compte financier unique 2025 Budget Eau Potable,

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M49, à la suite du vote du Compte financier unique 2025, le Conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat en vue des reprises sur le Budget Eau Potable 2026.

Il est proposé au Conseil Municipal de procéder à l'affectation du résultat comme suit :

	RESULTAT CA	VIREMENT A LA SF	RESULTAT DE L'EXERCICE	RESTES A REALISER	SOLDE DES RESTES A REALISER	CHIFFRES A PRENDRE EN COMPTE POUR L'AFFECTATION DE RESULTAT
	2024		2025	2025		
INVEST	113 489,18		10 930,53	614,80 130 080,09	129 485,29	253 885,00
FONCT	874 413,66		544 961,56			1 419 375,21

Considérant que seul le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat (le résultat d'investissement reste toujours en investissement et doit en priorité couvrir le besoin de financement (déficit) de la section d'investissement.

Décide d'affecter le résultat comme suit :

EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31/12/	2025	1 419 375,21
Affectation obligatoire :		
A la couverture d'auto-financement et/ou exécuter le virement prévu au BP (p 1068)		- €
Solde disponible affecté comme suit :		
Affectation complémentaire en réserves (p 1068)		
Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002)		1 419 375,21
Total affecté au p 1068 :		- €
DEFICIT GLOBAL CUMULE AU 31/12/	2025	
Déficit à reporter (ligne 002) en dépenses de fonctionnement		

Il est demandé au conseil municipal de voter l'affectation de résultat selon les données exposées ci-dessus. Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 23

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026 PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES RAPPORTEUR : El Mahdi DAHBI

OBJET : Approbation du Compte Financier Unique de l'exercice 2025 – Budget Assainissement M49

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, autorisant l'expérimentation d'un compte financier unique ;

VU les instructions budgétaires et comptables M57 et M49 appliquées à la collectivité ; VU le compte de gestion du budget de l'exercice 2025 établi par le Comptable Public ; VU le compte administratif du budget de l'exercice 2025 établis par l'Ordonnateur ;

CONSIDÉRANT que le Compte Financier Unique (CFU) constitue désormais le document de synthèse des résultats de l'exécution budgétaire, se substituant au compte administratif et au compte de gestion ;

CONSIDÉRANT l'article L. 2121-14 du code général des collectivités territoriales, dans les séances où le compte financier unique est débattu, le conseil municipal élit son président. En conséquence, M. le Maire peut assister à la discussion mais doit se retirer de la salle au moment du vote. S'étant retiré,

Il est demandé au Conseil Municipal de délibérer sur :

ARTICLE 1 : Approuve le Compte Financier Unique de l'exercice 2025 budget assainissement tel que présenté, lequel fait apparaître les résultats suivants :

CFU BUDGET ASSAINISSEMENT ANNEE 2025

			Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	668 416,11	392 875,00	1 061 291,11
	Recettes réalisées	B	288 107,00	359 077,92	647 184,92
	Restes à réaliser	C	-	-	-
Depenses	Autorisation budgétaire totale	D	738 433,63	720 783,00	1 459 216,63
	Depenses réalisées	E	270 338,04	344 193,65	614 531,69
	Restes à réaliser	F	6 086,65	6 175,00	12 261,65
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice	G=B-E	17 768,96	14 884,27	32 653,23
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés	H	70 017,52	327 908,00	397 925,52
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Exédent / déficit	G+H	87 786,48	342 792,27	430 578,75
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser	I=C-F	6 086,65	6 175,00	12 261,65
Résultat cumulé	Exédent / déficit	G+H+I	81 699,83	336 617,27	418 317,10

ARTICLE 2 : Donne acte de la présentation faite du compte financier unique lequel peut se résumer comme indiqué ci-dessus ;

ARTICLE 3 : Constate la parfaite concordance entre les écritures de l'Ordonnateur et celles du Comptable Public.

ARTICLE 4 : Reconnaît la sincérité des restes à réaliser ;

ARTICLE 5 : Décide que les résultats ainsi constatés seront repris au budget de l'exercice 2026 selon les modalités d'affectation qui feront l'objet d'une délibération distincte.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 24 :

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES RAPPORTEUR : El Mahdi DAHBI

OBJET : AFFECTATION DU RÉSULTAT A LA SUITE DU VOTE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 BUDGET ASSAINISSEMENT

Vu les articles L1612-12 à 1612-14, et L2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales, Vu l'arrêté du 08 décembre 2022 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu l'instruction comptable M49,

Vu le compte financier unique 2025 Budget Assainissement,

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M49, à la suite du vote du Compte financier unique 2025, le Conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat en vue des reprises sur le Budget Assainissement 2026.

	RESULTAT CA	VIREMENT A LA SF	RESULTAT DE L'EXERCICE	RESTES A REALISER	SOLDE DES RESTES A REALISER	CHIFFRES A PRENDRE EN COMPTE POUR L'AFFECTATION DE RESULTAT
	2024		2025	2025		
INVEST	70 017,52		17 768,96	6 086,65	6 086,65	81 699,83
FONCT	327 908,00		14 884,27			342 792,27

Considérant que seul le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat (le résultat d'investissement reste toujours en investissement et doit en priorité couvrir le besoin de financement (déficit) de la section d'investissement,

Décide d'affecter le résultat comme suit :

EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31/12/	2025	342 792,27 €
Affectation obligatoire :		
A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068)		- €
Solde disponible affecté comme suit :		
Affectation complémentaire en réserves (c/ 1068)		
Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002)		342 792,27 €
Total affecté au c/ 1068 :		- €
DEFICIT GLOBAL CUMULE AU 31/12/	2025	
Déficit à reporter (ligne 002) en dépenses de fonctionnement		

Il est demandé au conseil municipal de voter l'affectation de résultat selon les données exposées ci-dessus. Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 25

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : El Mahdi DAHBI

OBJET : Approbation du Compte Financier Unique de l'exercice 2025 – Budget Principal et Annexes en consolidé

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, autorisant l'expérimentation d'un compte financier unique ;

VU les instructions budgétaires et comptables M57 et M49 appliquées à la collectivité ;

VU le compte de gestion du budget de l'exercice 2025 établis par le Comptable Public ;

VU le compte administratif du budget de l'exercice 2025 établis par l'Ordonnateur ;

CONSIDÉRANT que le Compte Financier Unique (CFU) Budget Principal et Annexes constitue désormais le document de synthèse des résultats de l'exécution budgétaire, se substituant au compte administratif et au compte de gestion ;

CONSIDÉRANT l'article L. 2121-14 du code général des collectivités territoriales, dans les séances où le compte financier unique est débattu, le conseil municipal élit son président. En conséquence, M. le Maire peut assister à la discussion mais doit se retirer de la salle au moment du vote. S'étant retiré,

Il est demandé au Conseil Municipal de délibérer sur :

ARTICLE 1 : Approuve le Compte Financier Unique de l'exercice 2025 budget Principal et Annexes en consolidé tel que présenté, lequel fait apparaître les résultats suivants :

CONSOLIDATION CFU BUDGETS VILLE + ANNEXES ANNEE 2025					
			Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	12 551 803,93	15 759 471,97	28 311 275,90
	Recettes réalisées	B	4 567 594,32	15 841 264,61	20 408 858,93
	Restes à réaliser	C	517 244,67	-	517 244,67
Depenses	Autorisation budgétaire totale	D	13 201 214,35	21 695 531,84	34 896 746,19
	Dépenses réalisées	E	6 339 527,46	14 461 818,67	20 801 346,13
	Restes à réaliser	F	847 275,72	73 172,22	920 447,94
Différences entre les titres et les mandats		Solde des réalisations de l'exercice	G=B-E	1 771 933,14	1 379 445,94
Résultats antérieurs reportés		Résultats antérieurs reportés	H	649 410,42	5 936 059,87
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)		Exédent / déficit	G+H	1 122 522,72	7 315 505,81
Différence entre les restes à réaliser		Restes à réaliser	I=C-F	330 030,85	73 172,22
Résultat cumulé		Exédent / déficit	G+H+I	1 452 553,57	7 242 333,59

Notons que ce tableau est la consolidation des trois CFU précédemment approuvés par l'assemblée délibérante à savoir les CFU de la ville et des deux budgets annexes (eau potable et assainissement).

ARTICLE 2 : Donne acte de la présentation faite du compte financier unique lequel peut se résumer comme indiqué ci-dessus ;

ARTICLE 3 : Constate la parfaite concordance entre les écritures de l'Ordonnateur et celles du Comptable Public.

ARTICLE 4 : Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

ARTICLE 5 : Décide que les résultats ainsi constatés seront repris au budget de l'exercice 2026 selon les modalités d'affectation qui feront l'objet d'une délibération distincte.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 26

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : El Mahdi DAHBI

OBJET : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT 2026 ET CONSOLIDATION - ANNEXES

Vu les articles L.2312-1 à L.2312-4 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs au vote du budget de la commune ;

Vu l'article L. 1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ; Vu l'article L. 1639 A du Code Général des Impôts ;

Vu la délibération 2026-37 du Conseil Municipal du 24 février 2026 relative au Débat d'Orientation Budgétaire et approuvant le Rapport d'Orientation Budgétaire ;

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et aux instructions budgétaires et comptables M57 et M49, le Conseil Municipal doit adopter le budget principal et ses budgets annexes avant la date fixée par la réglementation.

En conséquence, le Conseil Municipal doit se prononcer sur :

Le Budget Principal 2026 proposé en équilibre en dépenses et recettes à hauteur de

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
BUDGET PRINCIPAL (en euros)	18 564 246,93	7 638 370,77	26 202 617,70

:

Le Budget Annexe 2026 Eau Potable proposé en équilibre en dépenses et en recettes à hauteur de :

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
BUDGET EAU POTABLE (en euros)	1 611 057,21	731 179,49	2 342 236,70

- Le Budget Annexe 2026 Assainissement proposé en équilibre en dépenses et en recettes à hauteur de :

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
BUDGET ASSAINISSEMENT (en euros)	704 782,48	714 061,96	1 418 844,44

Soit une consolidation comptable du budget principal et ses annexes à hauteur de

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	TOTAL
BUDGET PRINCIPAL (en euros)	18 564 246,93	7 638 370,77	26 202 617,70
BUDGET EAU POTABLE (en euros)	1 611 057,21	731 179,49	2 342 236,70
BUDGET ASSAINISSEMENT (en euros)	704 782,48	714 061,96	1 418 844,44
TOTALISATION (en euros)	20 880 086,62	9 083 612,22	29 963 698,84

Il est demandé au Conseil Municipal :

1/ D'approuver le Budget principal 2026

2/ D'approuver le Budget annexe Eau Potable 2026

3/ D'approuver le Budget annexe Assainissement 2026

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 27

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : El Mahdi DAHBI

OBJET : FONGIBILITE DES CREDITS EN FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT – ANNEE 2026

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu la délibération n° 2023-130 du 27 septembre 2023 par laquelle la Ville de Lézignan-Corbières a choisi de faire application de l'instruction budgétaire et comptable M57 à compter du 1er janvier 2024 ;

Vu la délibération n° 2025-052 du 15 avril 2025 relative à la fongibilité des crédits en fonctionnement et en investissement pour le budget principal 2025 ;

Il est nécessaire de procéder à un certain nombre de décisions préalables à la mise en application de la nomenclature M57 pour le budget principal 2026 de la Ville de Lézignan-Corbières. La commune est appelée à définir la politique de fongibilité des crédits pour les sections de fonctionnement et d'investissement. En

effet, la nomenclature M57 donne la possibilité pour l'exécutif, si le Conseil municipal l'y a autorisé, de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de la section.

Cette disposition, déjà autorisée au cours de l'exercice 2025, permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle offre au Conseil municipal le pouvoir de déléguer à Monsieur Le Maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de la section concernée.

Cette disposition permettrait notamment d'amender, dès que le besoin apparaîtrait, la répartition des crédits afin de les ajuster au mieux, sans modifier le montant global des sections. Elle permettrait également de réaliser des opérations purement techniques sans attendre.

Dans ce cas, Monsieur Le Maire serait tenu d'informer l'assemblée délibérante des mouvements de crédits opérés lors de sa plus proche séance, dans les mêmes conditions que la revue des décisions prises dans le cadre de l'article L.2122-22 du CGCT.

Il est demandé au Conseil municipal :

1/ D'autoriser Monsieur Le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement) déterminées à l'occasion du budget principal 2026.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 28

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : El Mahdi DAHBI

OBJET : TAUX D'IMPOSITION 2026 – ANNEXE

Vu l'article 1609 nonies C du Code Générale des Impôts ; Vu l'article 1636 B sexies du Code Générale des Impôts ;

Vu l'état 1259 COM transmis par la Direction Générale des Finances Publiques notifiant les bases fiscales prévisionnelles des taux d'imposition de 2026 concernant les taxes foncières communiquées ;

Selon le Code général des impôts, l'assemblée délibérante doit voter des taux de fiscalité lors de chaque exercice comptable. La Direction Générale des Finances Publiques notifie les bases fiscales prévisionnelles aux services municipaux (état fiscal 1259 COM).

Compte tenu de la réforme fiscale et de l'article 16 de la loi de finance 2020 (fusion des parts communale et départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en compensation de la perte de la taxe d'habitation),

Du fait que la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales est arrivée à son terme en 2023,

Compte tenu du fait qu'à la suite de l'achèvement de cette réforme et qu'à compter de l'exercice 2023, les collectivités sont tenues de voter à nouveau le taux de la Taxe d'Habitation sur les résidences secondaires (THrs),

Il est proposé au Conseil municipal de ne pas augmenter les taux d'imposition qui étaient applicables en 2025, d'intégrer le taux de THrs et de voter les taux d'imposition suivants pour 2026 :

TFB : 61,19 %

TFNB : 93,97 %

THrs : 13,89 %

Le produit prévisionnel attendu des impôts locaux serait de 8 886 484 € après application du coefficient correcteur, soit :

Base TFB: 8 566 600 € Base TFNB: 177 039 €

Base THrs: 142 845 €

Il est ainsi demandé au Conseil municipal d'approuver les taux d'imposition pour l'année 2026 qui s'établissent à :

TFB : 61,19 %

TFNB : 93,97 %

THrs : 13,89 %

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 29

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : El Mahdi DAHBI

OBJET : FIXATION DU TAUX DE LA SURTAXE EAU POTABLE POUR L'EXERCICE 2026

Vu l'article L.2224-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles L.2224-12-1 à L.2224-12-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ; Vu l'instruction budgétaire et comptable M 49 ;

Vu la délibération 2025-154 portant sur le calcul des redevances de consommation d'eau potable et performance des réseaux d'eau potable pour l'année 2026

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2026-37 en date du 24 février 2026 relatif au Débat d'Orientations Budgétaires 2026 et approuvant le rapport d'orientations budgétaires ;

Vu le contrat de délégation de service public de l'eau potable en cours, signé avec VEOLIA ;

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et à l'instruction budgétaire et comptable M 49, le Conseil municipal fixe le montant de la surtaxe « eau potable » applicable dans le cadre du contrat de délégation du service public de l'Eau potable conclu avec la société VEOLIA EAU.

Cette surtaxe vise à financer les investissements supportés par la commune et mis à disposition du délégataire du service public.

Considérant la poursuite des investissements et les travaux sur les conduites d'adduction liées au réservoir d'eau potable et les nouveaux travaux sur les réseaux existants.

Il est proposé au Conseil municipal :

1/ De fixer le montant de la surtaxe « eau potable » à compter du 1er janvier 2026 au taux de 0,61€/m3 selon la répartition suivante : 0,41 € pour Réseau 11 (Part protection des réseaux et part production), et 0,20 € pour la commune.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 30

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : El Mahdi DAHBI

OBJET : FIXATION DU TAUX DE LA SURTAXE ASSAINISSEMENT POUR L'EXERCICE 2026

Vu l'article L.2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la compétence obligatoire de la commune en matière d'assainissement ;

Vu les articles R.2224-19 à R.2224-19-11 relatifs à la redevance en matière d'assainissement ; Vu l'instruction budgétaire et comptable M 49 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2025-155 en date du 11 décembre 2025 relative au calcul de la redevance performance des systèmes d'assainissement collectif pour l'année 2026

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2026-37 en date du 24 février 2026 relative au Débat d'Orientations Budgétaires 2026 et approuvant le rapport d'orientations budgétaires ;

Vu le contrat de délégation de service public de l'eau potable en cours, signé avec la SAUR ;

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et à l'instruction budgétaire et comptable M 49, le Conseil municipal fixe le montant de la surtaxe Assainissement applicable dans le cadre du contrat de délégation du service public d'assainissement conclu avec la société SAUR.

Cette surtaxe vise à financer les investissements supportés par la commune et mis à disposition du délégataire du service public.

Considérant les investissements à financer en vue de poursuivre la rénovation du réseau assainissement et ainsi sécuriser l'approvisionnement des usagers du service public, il est proposé au Conseil municipal :

1/ De fixer le montant de la surtaxe assainissement à compter du 1er janvier 2026 au taux de 0,309 €/m3.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 31

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : El Mahdi DAHBI

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA CREATION D'UNE STATION DE RAVITAILLEMENT AFGAS À L'AERODROME PIERRE-GEORGES LATECOERE

Vu l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'aviation civile ;

Vu le Code de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2026-27 du 24 février 2026 ;

Le Conseil Municipal, par une délibération du 24 Février 2026 a validé la création d'une FATO et d'une station d'avitaillement au sein de l'aérodrome Pierre-Georges Latecoère.

Le projet consiste en la construction d'une nouvelle station de ravitaillement AFGAS (Aviation Fuel Gas) située sur le domaine aéroportuaire de la commune de Lézignan-Corbières. Cette intervention technique vise à la mise à disposition des usagers basés et non basés, civils et militaires, de plusieurs types de carburant pour l'avitaillement d'ULM, d'autogires, d'avions et de voitures tournantes

Eu égard à l'impératif de sécurisation du territoire et de maintien de l'activité économique aéronautique régionale, ce projet revêt une portée stratégique majeure. En effet, la construction d'une nouvelle station d'avitaillement garantira la fourniture d'un carburant essentiel aux usagers civils et militaires. De surcroît, et

consécutivement aux incendies d'ampleur ayant récemment affecté la zone des Corbières, la station réhabilitée constituera un point d'attache crucial et un pôle logistique indispensable pour le ravitaillement rapide des équipements aériens de lutte contre les feux (bombardiers d'eau, hélicoptères).

Par ailleurs, il convient de noter que l'opportunité de ce projet a fait l'objet d'une concertation institutionnelle approfondie. Ainsi, des échanges formels ont été menés, notamment en lien avec le projet d'un potentiel rallongement de la piste, impliquant la participation du Président du SDIS de l'Aude et de la Préfecture. Cette démarche atteste de l'alignement stratégique du projet avec les politiques publiques de sécurité civile et de développement territorial. Ce projet permettra le retrait de l'ancienne station d'avitaillement actuellement hors service et son remplacement par une autre plus moderne.

Néanmoins, compte tenu de la nature du site – une station de carburant aéronautique – la présence de réseaux humides est intrinsèquement avérée. Ces réseaux comprennent, essentiellement, les canalisations de transfert d'hydrocarbures, les systèmes de gestion et de récupération des eaux de pluie potentiellement contaminées, et les dispositifs de sécurité liés à l'incendie. L'intervention inclura leur vérification exhaustive et leur mise en conformité réglementaire.

Préalablement à toute intervention, il est important de considérer l'environnement. La zone d'intervention étant circonscrite à l'emprise bâtie et stabilisée de l'aérodrome, l'impact initial sur la biodiversité est a priori limité par l'artificialisation historique du site. Toutefois, une analyse des abords immédiats doit être menée afin d'identifier toute espèce protégée ou tout corridor écologique résiduel.

Relativement au dimensionnement structurel, les matériaux utilisés seront sélectionnés sur la base de critères de durabilité, de résistance aux agents chimiques (hydrocarbures) et de faible impact environnemental (FDES).

En conséquence, l'emploi de bétons à haute performance pour les cuvettes de rétention, d'aciers spécifiques pour la tuyauterie, et de revêtements étanches conformes aux normes ATEX sera privilégié.

Subséquemment, l'impact du projet sur la transition écologique sera positif bien qu'indirect. D'une part, la modernisation de l'installation réduira les risques de fuites et de pollutions chroniques. D'autre part, le nouvel équipement permettra une meilleure gestion des ressources énergétiques liées à l'avitaillement, optimisant la consommation des équipements d'exploitation.

En conséquence, l'exploitation future de la station est multifonctionnelle. Elle est destinée premièrement, à la desserte des aéronefs civils. Deuxièmement, elle permettra l'accueil de nouvelles activités notamment relative à la sécurité des personnes et de l'environnement en matière d'incendies, ainsi qu'à l'exécution de manœuvres aériennes par du personnel militaire, contribuant ainsi à la diversification et à la redynamisation de l'aérodrome. Quant à l'association des populations, le projet, de nature strictement technique et sécuritaire, ne requiert pas de consultation publique formelle. Cependant, l'impact bénéfique sur les conditions de sécurité générale – notamment la création d'un point d'appui pour la lutte anti-incendie – constitue une retombée directe au service de la sécurité et du bien-être des habitants.

Il est donc proposé au conseil municipal :

1/ D'approuver la réalisation de cette opération et le plan de financement prévisionnel comme suit :

Montant projet HT	293 000,00 €
Montant MOE HT	39 950,00 €
Montant total projet HT	332 950,00 €

Financements sollicités		%age
DETR	99 885,00 €	30,00
REGION	83 237,50 €	25,00
DEPARTEMENT	83 237,50 €	25,00
Autofinancement	66 590,00 €	20,00

TOTAL Recettes HT 332 950,00 €

2/ D'autoriser M. le Maire à solliciter les subventions et signer toutes les pièces liées à cette opération.

3/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 32

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR L'INSTALLATION D'UN ASCENSEUR DANS LES ANCIENS LOCAUX DE LA CPAM

Vu l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

L'opération consiste principalement en l'installation d'un ascenseur au sein des anciens locaux de la CPAM Caisse de retraite destiné à l'accueil de services communaux et du public. Corollairement, ce projet englobe la mise en conformité intégrale du bâtiment avec les Normes d'Accessibilité en vigueur, tant pour les usagers externes que pour le personnel communal. De surcroît, les travaux induiront une modification des volumes distribués afin de garantir la création de paliers de circulation de dimensions suffisantes pour l'usage par les personnes à mobilité réduite.

L'opération vise aussi à permettre l'augmentation de l'offre de services au sein de la Maison France Services en facilitant la tenue de permanences hebdomadaires d'un plus grand nombre de partenaires et l'intégration de la MSA dans les services offerts aux habitants du territoire.

En premier lieu, la finalité essentielle de ce projet réside dans l'impératif légal d'accessibilité. Ainsi, l'installation de cet équipement permettra une utilisation optimale et non discriminatoire de l'ensemble des étages du bâtiment. En outre, la réhabilitation générale vise à améliorer les conditions de réception du public, tout comme les conditions de travail des agents.

À ce stade, la dimension technique et réglementaire du projet impose le recours à une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) externe ou à une expertise interne qualifiée afin de garantir la viabilité technique et la conformité normative de l'ascenseur et des aménagements associés. Par conséquent, cet accompagnement est en cours de formalisation.

L'opération consiste en une rénovation et non en une construction nouvelle. Elle englobe non seulement l'insertion d'un équipement neuf (l'ascenseur), mais aussi la modification structurelle interne (paliers, volumes) ainsi que l'amélioration des qualités thermiques du bâti existant.

Étant donné que le projet se déroule exclusivement à l'intérieur d'un bâtiment existant et sur une emprise foncière déjà urbanisée, l'impact initial sur la biodiversité est considéré comme marginal, voire nul. Ainsi, aucune destruction d'habitat naturel semble devoir être anticipée.

L'installation de l'ascenseur nécessitera l'emploi de structures métalliques certifiées et de matériaux conformes aux normes de sécurité incendie en vigueur dans les Établissements Recevant du Public (ERP). Considérant l'impératif stratégique de sobriété foncière et la nécessité de lutter contre l'artificialisation des sols, le projet est fondamentalement inscrit dans une logique de réemploi intégral du bâti existant. Dès lors, le choix de valoriser cette structure préexistante représente une contribution directe et immédiate à la non-consommation d'espaces naturels ou agricoles, s'alignant ainsi sur les objectifs supérieurs de gestion durable du territoire.

L'utilisation principale est la centralisation et la dispensation de services communaux au public notamment la maison France Services. Par conséquent, le bâtiment rénové accueillera de manière optimale et conforme les agents municipaux dans des conditions de travail améliorées et le public dans des conditions de réception accessibles et confortables.

Il est incontestable que l'amélioration de l'accessibilité est un bénéfice direct pour l'ensemble des administrés. Ainsi, l'association des habitants s'opère par la garantie d'un service public de qualité, accessible à tous, ce qui constitue une réponse concrète aux exigences d'inclusion citoyenne. Il est donc proposé au conseil municipal :

1/ D'approuver la réalisation de cette opération et le plan de financement prévisionnel comme suit :

Montant projet HT	101 500,00 €	
Montant MOE HT	25 375,00	
Montant total projet HT	126 875,00 €	%age

Financements sollicités		%age
DETR	38 062,50 €	30,00
REGION FTA	31 718,75 €	25,00
DEPARTEMENT	31 718,75 €	25,00
Autofinancement	25 375,00 €	20,00
Autofinancement		20,00

TOTAL Recettes HT **126 875,00 €**

2/ D'autoriser M. le Maire à solliciter les subventions et signer toutes les pièces liées à cette opération.
3/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 33

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : SERVICE DES ASSEMBLÉES

THÈME : ÉVÉNEMENTS

RAPPORTEUR : Jérôme BACAVE-ESTEVE

OBJET : APPROBATION DE FRAIS DE DÉPLACEMENT DANS LE CADRE D'UN MANDAT SPÉCIAL

Vu les articles L. 2123-18 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

M. le Maire doit faire un déplacement hors du territoire communal afin de représenter la commune, accompagné par son Directeur de cabinet. Ces déplacements seront remboursés aux frais réels, par mandat spécial pour M. le Maire et par ordre de mission pour le Directeur de cabinet.

Il s'agit pour M. le Maire et son Directeur de cabinet d'assister à un événement organisé par l'Association Nationale des Élus de la Vigne et du Vin (ANEV) qui se tiendra le 29 mai 2026 à Gevrey-Chambertin (Bourgogne-Franche-Comté). L'ANEV a pour objectif de promouvoir le dynamisme et la qualité de vie des communes des terroirs vitivinicoles et des hommes et des femmes qui y résident.

M. le Maire doit donc se déplacer du 28 au 30 mai prochains, ce pour quoi il est nécessaire de soumettre à l'approbation de l'assemblée délibérante le remboursement de ses frais de transport et de séjour, ainsi que le prévoient les dispositions de l'article L. 2123-18-1 du Code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'accorder un mandat spécial à M. Gérard FORCADA, Maire de Lézignan-Corbières, pour se rendre en Bourgogne du 28 au 29 mai 2026.

2/ D'approuver le remboursement des frais engagés par M. FORCADA, Maire de Lézignan-Corbières, relatifs à son transport et à son séjour dans le cadre de ce mandat spécial, les frais de transport et de séjour (comprenant les frais d'hébergement et de restauration) étant remboursés selon la technique des frais réels.

3/ De dire que les dépenses relatives à ce mandat spécial seront imputées sur le budget principal 2026.

4/ D'autoriser le paiement aux frais réels des sommes engagées dans le cadre de l'ordre de mission délivré au Directeur de cabinet.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 34

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : ÉDUCATION, ANIMATION ET JEUNESSE

RAPPORTEUR : Françoise CASTEL

OBJET : RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT CONCERNANT LA PRESTATION DE SERVICE RELATIVE A L'ALSH ENTRE LA COMMUNE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES ET LA CAF DE L'AUDE

Vu l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales ; Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n° 2026-07 du 26 janvier 2026 portant approbation de la convention territoriale globale entre la commune et la CAF 2026-2030 - Annexe ;

La branche Famille de la Caisse d'Allocations Familiales a structuré son action auprès des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) autour de plusieurs objectifs :

- Conciliation entre vie familiale, professionnelle et sociale.
- Epanouissement, socialisation et prise d'autonomie des enfants et des adolescents.
- Lutte contre les inégalités en matière de réussite scolaire.

Les ALSH périscolaires, comme celui de Lézignan-Corbières, peuvent prétendre à plusieurs types de subventions :

- La subvention ALSH périscolaire
- Le bonus territoire Convention Territoriale Globale (CTG) "Accueil périscolaire" qui procure une aide complémentaire à la précédente.

Les nouvelles modalités de financement sont prévues par la convention d'objectifs et de gestion 2023-2027 annexée à la présente. La contribution financière de la CAF 11 sera ainsi déterminée :

- Pour la subvention ALSH périscolaire, son montant correspondra à un pourcentage du prix de revient horaire dans la limite d'un prix plafond fixé chaque année par la CNAF
- En ce qui concerne le bonus CTG, son montant forfaitaire s'élèvera à 1,10 € par heure.

La convention entre la commune de Lézignan-Corbières et la CAF de l'Aude présentée en annexe fixe les conditions et les modalités de versement de la subvention à l'ALSH municipal de Lézignan-Corbières, ainsi que les différentes obligations de chacun des partenaires.

Il est proposé au conseil municipal :

1/ D'approuver le contenu de la présente convention jointe en annexe.

2/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la convention en question.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 35

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : William COMBES

OBJET : CREATION D'UN POSTE PERMANENT AU SEIN DE LA POLICE MUNICIPALE -
BRIGADIER CHEF PRINCIPAL

Vu le Code général de la fonction publique ; Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir des emplois permanents de la fonction publique territoriale ouverts aux agents contractuels ;

Vu le tableau des effectifs existant ; Vu les crédits inscrits au budget ;

Considérant que les besoins du service nécessitent la création d'un emploi permanent de policier municipal à la suite d'une mobilité interne,

La création d'un emploi de policier municipal à compter du 1er juillet 2026 est nécessaire pour mener à bien les missions quotidiennes du service de police municipale de la ville.

Suite à la mobilité interne d'un agent vers le poste d'adjoint du chef de police municipale en date du 1er avril 2026, il apparaît important de renforcer les effectifs afin de veiller au bon ordre et à la tranquillité publique.

Compte tenu du tableau des effectifs, il est proposé de créer un poste au grade de brigadier-chef principal au sein de la police municipale.

L'agent assurera les fonctions de policier municipal à temps complet pour une durée hebdomadaire de service de 35/35ème.

La rémunération sera déterminée par référence à la grille indiciaire de la fonction publique territoriale et en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ De créer un poste permanent de brigadier-chef principal au sein de la police municipale.

2/ D'autoriser M. le Maire à procéder au recrutement d'un agent qui sera affecté à cet emploi.

3/ D'inscrire au budget les crédits correspondants.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 36

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : Christine BÉNET

OBJET : CRÉATION D'UN POSTE PERMANENT DE RESPONSABLE DU SERVICE DES ASSEMBLÉES ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.313-1, L.332-8 et, le cas échéant, L.332-14 ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ; Vu la délibération n° 2023-13 du 24 janvier 2023 ;

Considérant les besoins du service des assemblées et la nécessité de renforcer ses fonctions de coordination, de préparation, de suivi et de sécurisation juridique des instances, il est décidé de créer un emploi permanent de catégorie A.

Il est prévu de maintenir l'emploi de catégorie B actuellement inscrit au tableau des effectifs à ce stade, sans suppression, afin de permettre la continuité du fonctionnement du service. Cet emploi pourra demeurer vacant ou être pourvu ultérieurement, selon les besoins du service et les décisions de l'autorité territoriale.

Le poste de responsable du service des assemblées a été créé par le Conseil municipal le 24 janvier 2023 afin de remplir les missions principales suivantes :

-Assister et conseiller la direction générale de la collectivité pour les questions relatives aux travaux du conseil Municipal,

-Impulser, organiser et diriger la mise en œuvre des plans d'actions en fonction des objectifs définis par la direction générale et/ou les élus et élus pour l'organisation de l'Assemblée.

-Apporter aux élus et élus des arguments stratégiques d'aide à la décision

En effet, la collectivité devait se doter du service des assemblées pour que soient gérées les séances du Conseil municipal, avec la préparation des délibérations, l'organisation des séances et le suivi administratif et juridique de celles-ci.

Depuis lors, les besoins se sont précisés : les demandes des élus, de la direction générale des services et des services municipaux relevant de la sécurisation juridique des actions et actes communaux se sont accrues. Tout en assurant les cycles de préparation et de suivi des séances du Conseil municipal, le service doit aussi répondre à des sollicitations en matière juridique et contentieuse. Par conséquent, les missions et tâches relevant du poste de responsable de ce service ont évolué et doivent être modifiées.

Afin d'assurer la bonne organisation du service et la sécurisation juridique des actes de la commune, il est proposé au Conseil municipal la création d'un poste permanent de « responsable du service des assemblées et des affaires juridiques » dont les missions principales sont les suivantes :

-préparation et sécurisation juridique des séances du Conseil municipal, rédaction et suivi des délibérations, sécurisation des procédures internes relevant du service des assemblées et du service juridique, pilotage

stratégique des procédures et des activités juridiques, pré-contrôle de légalité des actes, rédaction de notes et de conventions, veille juridique, gestion des différends entre l'administration et les particuliers et partenaires, gestion des dossiers précontentieux et contentieux, suivi de l'exécution des contrats.

Il est nécessaire de créer cet emploi permanent sur le grade des attachés territoriaux, relevant de la catégorie hiérarchique A, pour effectuer les missions énumérées ci-dessus, à temps complet à raison de 35/35ème à partir du 1er mai 2026.

L'emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux. Dans l'hypothèse où aucun fonctionnaire n'aurait pu être recruté, il est autorisé de recruter un agent contractuel de droit public sur le fondement de l'article L.332-8 du code général de la fonction publique, au motif que les besoins du service et la nature des fonctions le justifient. Le contrat sera conclu pour une durée de trois ans maximum dans les conditions prévues par la réglementation applicable. Il pourra être renouvelé dans les limites autorisées par les textes.

Le niveau de recrutement minimum exigé de l'agent est un Master 2 en droit public, avec une expérience professionnelle significative dans le domaine juridique et une expérience en collectivités territoriales.

La rémunération sera fixée par référence à la grille indiciaire du cadre d'emplois des attachés territoriaux, ou pour un contractuel, en tenant compte notamment des fonctions exercées, du niveau de responsabilité, du niveau de diplôme, de l'expérience professionnelle et des rémunérations habituellement pratiquées pour un emploi de nature similaire.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la création d'un poste permanent de « responsable du service des assemblées et des affaires juridiques » correspondant au grade d'attaché territorial.

2/ D'autoriser M. le Maire à recruter un agent contractuel pour pourvoir ce poste, au grade d'attaché territorial aux conditions de la réglementation, au cas où aucun fonctionnaire n'aurait pu être recruté

3/ D'inscrire au budget, chapitre 012-charges de personnel, les crédits nécessaires

4/ D'autoriser M. le Maire à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 37

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : SERVICE DES ASSEMBLÉES

THÈME : ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

RAPPORTEUR : Christian ROIG

OBJET : CONVENTION ANNUELLE DE SERVICE 2026 ENTRE LA COMMUNE ET L'ASA DU PLÔ ET DE LA JOURRE – ANNEXE

L'ASA du Plô et de la Jourre approvisionne en eau les jardins familiaux appartenant à la commune et situés au lieu-dit « Les Plô », à côté de l'ancienne station d'épuration, le long de la RD 6113.

Chaque année, une convention de service est signée entre la mairie et l'ASA afin de fixer les règles d'utilisation des installations et les tarifs. Pour l'année 2026, la cotisation annuelle fixe sera de 150 € HT et le prix au m3 de 0,19 € HT.

Il est donc demandé au conseil municipal :

1/ D'approuver le contenu de la convention annuelle de service pour 2026 jointe à la présente, ainsi que sur le tarif fixé par l'ASA.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention et tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 38

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 AVRIL 2026

PÔLE : SERVICES TECHNIQUES

THÈME : ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

RAPPORTEUR : Christian ROIG

OBJET : CONVENTION ANNUELLE DE SERVICE 2026 ENTRE LA COMMUNE ET L'ASA DU PLÔ ET DE LA JOURRE – ANNEXE

L'ASA du Plô et de la Jourre approvisionne en eau les jardins familiaux appartenant à la commune et situés au lieu-dit « Les Plô », à côté de l'ancienne station d'épuration, le long de la RD 6113. Chaque année, une convention de service est signée entre la mairie et l'ASA afin de fixer les règles d'utilisation des installations et les tarifs. Pour l'année 2026, la cotisation annuelle fixe sera de 150 € HT et le prix au m³ de 0,19 € HT.

Il est donc demandé au conseil municipal :

1/ D'approuver le contenu de la convention annuelle de service pour 2025 jointe à la présente, ainsi que sur le tarif fixé par l'ASA.

2/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention et tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Il convient d'en délibérer.

TENEUR DES DISCUSSIONS

Monsieur le Maire ouvre la séance à 18h00

M. FORCADA : Mesdames, messieurs, bonsoir. Nous allons commencer ce Conseil municipal.

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

M. El Mahdi DAHBI est désigné comme secrétaire de séance.

M. El Mahdi DAHBI procède à l'appel des présents.

M. FORCADA : Merci. Le quorum est atteint, la séance est ouverte.

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 8 avril 2026

M. FORCADA : Dossier n° 1, c'est l'approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 8 avril 2026. Y a-t-il des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, je vous remercie. Oui, c'est vrai, il faut voter avec la tablette. Je suis un peu rapide. On vous accorde quelques instants pour vous habituer aussi.

Ça y est, le vote est ouvert. Vous pouvez voter et enregistrer. Adopté à l'unanimité. Merci.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

2. Désignation des membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO)

M. FORCADA : Dossier n° 2, c'est la désignation des membres de la commission d'appel d'offres. Il est nécessaire de procéder à l'élection de cinq membres titulaires et cinq membres suppléants de la commission d'appel d'offres afin d'assurer la bonne administration des affaires de la commune. Cette élection doit se faire selon les modalités fixées par la délibération du Conseil municipal du 8 avril 2026. Les listes de candidats devaient être transmises au service des assemblées de la mairie avant le 27 avril, c'est fait. La liste de la majorité municipale, « Un autre Lézignan, oui c'est possible », et la liste « Un nouvel élan pour Lézignan ».

La première est composée de cinq titulaires : Christine BÉNET, William COMBES, El Mahdi DHABI, Françoise CASTEL, Éric LE MOAL. Cinq suppléants : Michel MASUYER, Thierry CAUMEIL, Alain GARCIA, Mireille SANTINI, Philippe GALANO.

Et pour « Un nouvel élan pour Lézignan », deux membres titulaires : Dominique GÉA, Thierry DENARD. Deux membres suppléants : Denis PROVENT, Valérie DUMONTET.

Il convient de procéder à l'élection au scrutin de liste secret, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel de cinq titulaires et cinq suppléants. En cas d'égalité de reste, le siège revient à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Il convient de procéder à la désignation des membres de la CAO.

Le vote doit être ouvert normalement.

M. FORCADA : C'est la première liste là.

M. FORCADA : On va voter de manière traditionnelle (avec enveloppe)

(Un vote à bulletin secret est organisé)

Le directeur général des services : Voilà, le scrutin est clos, on va procéder au dépouillement.

Je ne veux pas paraître désagréable, mais j'attire l'attention du public sur le fait que quand ils font des commentaires – ce qui est leur droit – qu'ils les fassent doucement parce que les élus qui sont proches de vous sont dans une position qui n'est pas forcément confortable, d'avoir en permanence des gens qui peuvent s'exprimer. Nous aménagerons différemment la salle à l'avenir. La chose avait été demandée, envisagée, mais techniquement aujourd'hui, c'était un peu compliqué puisque vous n'avez pas les mêmes personnels que d'habitude qui suivent la séance, et les conditions de vote électronique sont un peu plus compliquées parce que nous avons eu quelques soucis, l'une de mes collaboratrices étant absente. Je vous prie de m'excuser de vous demander ça, mais soyez prudents quand vous échangez entre vous, pour que ça ne fasse pas un bruit de fond qui est un peu difficile. Je vous en remercie.

M. FORCADA : Voici les résultats. Pour la liste «Un autre Lézignan, oui c'est possible» : 26 voix. Pour la liste «Un nouvel élan pour Lézignan» : 7 voix.

Suffrages exprimés : 33.

Résultats : 4 sièges pour «Un autre Lézignan, oui c'est possible», et 1 siège pour «Un nouvel élan pour Lézignan».

La composition de la CAO pour les membres titulaires : Christine BÉNET, William COMBES, El Mahdi DAHBI, Françoise CASTEL, Dominique GÉA. Et pour les suppléants : Michel MASUYER, Thierry CAUMEIL, Alain GARCIA, Mireille SANTINI et Denis PROVENT.

3. Création de la Commission communale des impôts directs (CCID)

M. FORCADA : Dossier n° 3, c'est la création de la commission communale des impôts directs. La commission communale des impôts directs doit être instituée dans chaque commune. Cette commission occupe un rôle majeur dans la fiscalité directe locale. Elle dresse, avec le représentant de l'administration, la liste des locaux de référence pour déterminer la valeur locative des biens affectés à l'habitation ou servant à l'exercice d'une activité salariée à domicile. Elle détermine leur surface pondérée et établit les tarifs d'évaluation correspondants. Elle participe à l'évaluation des propriétés bâties. Elle participe à l'élaboration des tarifs d'évaluation des propriétés non bâties. Elle formule des avis sur des réclamations portant sur une question de fait relative à la taxe d'habitation et à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Son rôle est consultatif. En cas de désaccord entre l'administration et la commission ou lorsque celle-ci refuse de prêter son concours, les évaluations sont arrêtées par l'administration fiscale. L'article 345 de l'annexe 3 du CGI prévoit que la commission se réunit à la demande du directeur régional, départemental des finances publiques, ou le cas échéant de son délégué, et sur convocation du maire ou de l'adjoint délégué, ou à défaut du plus âgé des commissaires titulaires.

Il est demandé au Conseil municipal :

- 1/ De créer la commission communale des impôts directs de la commune de Lézignan-Corbières ;
- 2/ De m'autoriser à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

Des questions ? Non ? On passe au vote sur votre tablette, dès que le vote est ouvert. Adopté à l'unanimité. Merci.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

4. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil d'administration de l'école Alphonse Daudet

M. FORCADA : Dossier n° 4. Désignation d'un représentant de la commune auprès du conseil d'école Alphonse Daudet. À partir du 4 jusqu'au 12^e dossier, nous aurons les mêmes propositions.

Il est proposé au Conseil municipal de désigner comme représentants au conseil d'école de l'établissement Alphonse Daudet, Madame Françoise CASTEL en titulaire et Thierry CAUMEIL en suppléant. Il convient d'en délibérer. Il n'y a pas de questions. On passe directement au vote. 33 pour, merci. C'est voté.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

5. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil d'administration de l'école Alphonse Daudet

M. FORCADA : Le cinquième, c'est la même chose pour l'école Françoise Dolto. Toujours titulaire, Françoise CASTEL, et Thierry CAUMEIL. Ça y est, le vote est ouvert. C'est bon ? 33 pour. Adopté. Merci.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

6. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil d'administration de l'école Ste-Thérèse

M. FORCADA : Le 6, pour l'école Sainte-Thérèse, c'est le conseil d'administration. Toujours pareil, titulaire, Madame Françoise CASTEL, et Monsieur Thierry CAUMEIL. Il n'y a pas de questions, on passe au vote. 33 pour. Merci.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

7. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil de l'école Frédéric Mistral

M. FORCADA : On passe au dossier n° 7. Pour l'école Frédéric Mistral, toujours pareil, titulaire Madame Françoise CASTEL et Thierry CAUMEIL en suppléant. On passe au vote. Le vote est clos. Le compte est bon. 33 pour. Merci.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

8. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil de l'école Marie Curie

M. FORCADA : Pour l'école Marie Curie, toujours Françoise CASTEL et Thierry CAUMEIL. Même châtiment. Le vote est ouvert, allez-y. 33 pour. Merci. Adopté.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

9. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil d'administration du collège Joseph Anglade

M. FORCADA : Pour le collège Joseph Anglade, conseil d'administration. Françoise CASTEL, titulaire et Monsieur Thierry CAUMEIL, suppléant. On passe au vote. 33 pour, merci.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

10. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil d'administration du collège Rosa Parks

M. FORCADA : On passe au 10^e, c'est le conseil d'administration du collège Rosa Parks. Toujours Françoise CASTEL titulaire et Thierry CAUMEIL suppléant. On passe au vote. 33 pour. Merci.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

11. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil d'administration du lycée Ernest Ferroul

M. FORCADA : Pour le conseil d'administration du lycée Ernest Ferroul. Donc toujours Françoise CASTEL et Thierry CAUMEIL. On passe au vote pour le n° 11. 33 pour, merci.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

12. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil d'administration de l'institut l'Amandier

M. FORCADA : Le 12^e, c'est le conseil d'administration de l'institut l'Amandier. Françoise CASTEL, Thierry CAUMEIL. 33 pour, merci.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

13. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil d'administration du Centre de Formation d'Apprentis aux métiers du Bâtiment et Travaux Publics de l'Aude

M. FORCADA : On a fini la série, il y en a une autre qui recommence, c'est pour le conseil d'administration du centre de formation d'apprentis aux métiers du bâtiment et travaux publics de l'Aude, le CFA BTP. Où il est proposé pour le conseil d'administration la représentation, en titulaire Christine BÉNET et Christian ROIG en suppléant. Il n'y a pas de question, on passe au vote. 33 pour, merci.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

14. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil d'administration du CMA Formation

M. FORCADA : Le dossier 14, ce n'est pas le CFA Henri Martin, c'était l'ancienne appellation, c'est le CMA Formation, Chambre des métiers et de l'artisanat. Toujours pareil, Madame Christine BÉNET et Christian ROIG. On peut passer au vote, s'il vous plaît. 33 pour, merci.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

15. Désignation de représentants de la commune auprès du Conseil d'administration de l'association Éducation Formation Entreprise

M. FORCADA : Le dossier n° 15, on change. Là, c'est le conseil d'administration de l'association Éducation Formation Entreprise, où il est proposé une représentation par Mme Pauline VILCHEZ comme titulaire et M. Jérôme BACAVE-ESTEVE comme suppléant. Il n'y a pas de question, on passe au vote du dossier 15. 31 pour, 2 abstentions. Adopté. Merci.

Le Conseil municipal approuve à la majorité

16. Désignation d'un représentant de la commune auprès de BRL

M. FORCADA : Le dossier n° 16, c'est la désignation d'un représentant de la commune auprès de BRL. La Société Anonyme d'Économie mixte locale du Bas-Rhône Languedoc (BRL) a été créée en 1955 et est concessionnaire du grand réseau hydraulique propriété de la Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée. BRL assure la maîtrise d'ouvrage des travaux de modernisation et d'extension de ce réseau. Le capital de BRL est détenu majoritairement par la Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée, ainsi que par les départements du Gard, de l'Hérault, de l'Aude, des Pyrénées-Orientales et de la Lozère. De nombreuses communes de ces départements, comme la commune de Lézignan-Corbières, détiennent également une partie de ce capital. Et en tant qu'actionnaire, la commune de Lézignan-Corbières est sollicitée par BRL pour désigner un représentant, lequel sera appelé à siéger à l'assemblée générale et à l'assemblée spéciale des collectivités territoriales actionnaires de BRL.

Il est proposé au Conseil municipal de me désigner comme représentant titulaire de la commune de Lézignan-Corbières à l'assemblée spéciale des collectivités territoriales actionnaires et Monsieur Christian ROIG comme représentant suppléant.

Y a-t-il des questions ? Juste pour la précision, nous détenons un capital relativement conséquent de cinq titres qui valent chacun 2,21 €. Et nous avons perçu un pactole de 2,10 € de dividende. Donc, nous nous enrichissons au fil des jours.

Nous pouvons passer au vote. Je vous remercie. 32 pour, une abstention. Adopté. Merci.

Le Conseil municipal approuve à la majorité

17. Admission en non-valeur et créances éteintes sur le budget principal - Annexe

M. DAHBI : Admission en non-valeur et créances éteintes sur le budget principal – annexe.

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57, vu le CGCT et notamment son article L2541-12-9, vu la délibération du 28 avril 2026 portant vote du budget primitif et du budget principal. Il y a lieu de procéder à la régularisation des créances en non-valeur et éteintes pour les exercices 2020 à 2023. Dans le cadre de l'apurement périodique des comptes entre l'ordonnateur et le comptable, le SGC Narbonne a proposé l'admission en non-valeur d'un certain nombre de créances détenues par la Ville de Lézignan-Corbières sur des débiteurs dont l'insolvabilité ou la disparition sont établies.

Ces admissions en non-valeur entrent dans la catégorie des actes de renonciation et de libéralité qui, en vertu de l'article L2541-12-9 du Code général des collectivités territoriales, sont soumis à la décision du Conseil municipal. Les recettes à admettre s'élèvent à :

- créances admises en non-valeur 2020 à 2023 : 2 530,95 €;
- créances éteintes exercice 2022, compte 6542 : 114 €.

À l'appui de ces demandes et avec le concours des services ordonnateurs, le SGC Narbonne fournit les justificatifs qui permettent de proposer ces admissions en non-valeur et en créances éteintes.

Il est demandé au Conseil principal :

1. de valider les créances admises en non-valeur 2020 à 2023 suivantes : 2 530,95 €; et les créances éteintes exercice 2022, compte 6542 suivantes : 114 €, conformément aux justificatifs joints.
2. d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. FORCADA : Des questions ? De toute façon, vous avez la liste des écritures comptables. Donc vous avez vu, il y a ce type de tout, notamment des cantines, garderies et autres qui n'ont pas pu être recouvrées. On va passer au vote, s'il vous plaît. Adopté, merci.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

18. Admission en non-valeur et créances éteintes sur le budget annexe Assainissement – Annexe

M. DAHBI : Même chose, mais sur le budget assainissement. Objet : admission en non-valeur et créances éteintes sur le budget assainissement annexe.

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49, vu le CGCT et notamment son article L2541-12-9, vu la délibération du 28 avril 2026 portant vote du budget primitif du budget annexe assainissement. Considérant qu'il y a lieu de procéder à la régularisation des créances en non-valeur pour les exercices 2022 à 2023. Dans le cadre de l'apurement périodique des comptes entre l'ordonnateur et le comptable, le SGC Narbonne a proposé l'admission en non-valeur d'un certain nombre de créances détenues par la Ville de Lézignan-Corbières sur des débiteurs dont l'insolvabilité ou la disparition sont établies. Ces admissions en non-valeur entrent dans la catégorie des actes de renonciation et de libéralité qui, en vertu de l'article L2541-12-9 du Code général des collectivités territoriales, sont soumis à la décision du Conseil municipal.

Les recettes à admettre pour les créances admises en non-valeur 2022 à 2023 s'élèvent à 4 818,61 €. À l'appui de ces demandes et avec le concours des services ordonnateurs, le SGC Narbonne fournit les justificatifs qui permettent de proposer ces admissions en non-valeur et en créances éteintes.

Il est demandé au Conseil municipal :

1. De valider les créances admises en non-valeur 2022 à 2023 pour un montant de 4 818,61 € conformément aux justificatifs joints ;
2. D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

M. FORCADA : Des questions ? On va passer au vote. 33 pour. Adopté, je vous remercie.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

À ce stade de ce Conseil, je vais laisser mon premier adjoint William COMBES présider la séance et je vais m'éclipser jusqu'au dossier 25 inclus.

19. Approbation du compte financier unique de l'exercice 2025 – Budget principal M57

M. COMBES : Bonsoir. Il s'agit de l'approbation du compte financier unique de l'exercice 2025, budget principal M57. Donc, Monsieur DAHBI va prendre la parole. Merci.

M. DAHBI : Approbation du compte financier unique dit CFU de l'exercice 2025, budget principal M57. Je vous fais grâce de toutes les « vu ».

Considérant que le compte financier unique CFU constitue désormais le document de synthèse des résultats de l'exercice budgétaire se substituant au compte administratif et au compte de gestion. Considérant l'article L2121-14 du Code général des collectivités territoriales, dans les séances où le compte financier unique est débattu, le Conseil municipal élit son président. En conséquence, Monsieur le Maire peut assister à la discussion mais doit se retirer de la salle au moment du vote. S'étant retiré.

Il est demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver le compte financier unique de l'exercice 2025, budget principal tel que présenté, lequel fait apparaître les résultats suivants.

Je vais vous expliquer un peu ce tableau, je vais le détailler après. Mes chers collègues, nous examinons aujourd'hui le compte financier unique de l'exercice 2025 sur le budget principal de la commune. Ce document est important, car il ne s'agit pas d'un budget prévisionnel. Il retrace l'exécution réelle de l'année 2025, ce qui a

été effectivement encaissé, ce qui a été effectivement dépensé, et le résultat qui en ressort. Le compte financier unique remplace le compte administratif et le compte de gestion. Il permet donc de rapprocher dans un même document les écritures de la commune et celles du comptable public. C'est un outil de transparence, de sincérité budgétaire et de contrôle.

Le CFU 2025 permet de mesurer la trajectoire financière de la commune. Il présente deux sections. La section de fonctionnement qui correspond aux dépenses et recettes courantes : les charges de personnel, l'entretien des bâtiments, les services publics, les écoles, les espaces verts, la sécurité, les fluides, les assurances. La section d'investissement qui correspond aux dépenses d'équipement : les travaux, les aménagements urbains, la voirie, les bâtiments communaux et les projets structurants.

L'objectif est simple : vérifier que la commune est capable de financer son fonctionnement quotidien tout en poursuivant ses investissements.

Je vais procéder à la lecture de ce tableau que vous avez. À la lecture du tableau du CFU 2025 du budget principal, nous avons d'abord les recettes. En investissement, les recettes réalisées s'élèvent à 4 186 526 €. En fonctionnement, les recettes réalisées s'élèvent à 14 877 035,39 €. Au total, les recettes réalisées sur l'exercice 2025 représentent donc 19 063 562 €.

S'agissant des dépenses, les dépenses réalisées en investissement s'élèvent à 5 987 159,24 €. Les dépenses réalisées en fonctionnement s'élèvent à 14 057 434,28 €. Au total, les dépenses réalisées atteignent 20 044 594,52 €.

La différence entre les titres émis et les mandats payés fait donc apparaître deux situations distinctes. En fonctionnement, le solde de l'exercice est positif, avec un excédent de 819 600,11 €. Cela signifie que les recettes courantes de la commune couvrent les dépenses courantes.

En investissement, le solde de l'exercice est négatif, à hauteur de -1 800 632,63 €. Ce résultat s'explique par le niveau important des investissements réalisés en 2025. Il ne s'agit pas d'un déficit de fonctionnement, mais d'un effort d'équipement et de travaux.

Si l'on additionne les deux sections, le résultat de l'exercice 2025 ressort à -981 032,52 €.

Il faut ensuite intégrer les résultats antérieurs reportés. En investissement, les résultats antérieurs reportés s'élèvent à 465 903,72 €. En fonctionnement, ils s'élèvent à 4 733 738,22 €. Au total, les résultats antérieurs reportés représentent 5 199 641,94 €.

Après intégration de ces reports, le résultat de clôture fait apparaître un déficit d'investissement de -1 334 728,91 € et un excédent de fonctionnement de 5 553 338,33 €, soit un résultat global de clôture de 4 218 609,42 €.

Enfin, il faut tenir compte des restes à réaliser. En investissement, les restes à réaliser représentent -453 409,49 €. En fonctionnement, ils représentent -66 997,22 €. Au total, les restes à réaliser représentent -520 406,71 €.

Après prise en compte de ces restes à réaliser, le résultat cumulé final s'établit à : en investissement, à -1 798 138,40 €; en fonctionnement, 5 486 341,11 €. Soit un résultat cumulé global positif de 3 698 202,71 €.

L'exercice 2025 traduit un effort d'investissement important, mais la commune conserve un résultat global cumulé positif de 3 698 202,71 €. Les équilibres budgétaires sont donc préservés.

M. COMBES : Des questions ? Monsieur HERNANDEZ.

M. HERNANDEZ : Je vous remercie. Monsieur DHABI, la santé d'une commune s'apprécie avec trois éléments. Premièrement, la différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles, je dis bien « réelles ». Le deuxième élément, c'est la capacité d'autofinancement brute d'abord et nette ensuite. Et le troisième élément, c'est la capacité de la commune à rembourser sa dette.

Qu'est-ce que je constate sur ce compte administratif 2025 si je le rapporte à celui de 2024 ? D'abord, les recettes ont diminué. Légèrement, 90 000 € de moins. Je dis bien en dépenses réelles et recettes réelles. Quand je dis les dépenses réelles, je compte les 71, 74, 70 évidemment, et j'enlève les atténuations de charges du 013. Donc, une régression dans les recettes.

Quant aux dépenses, 2,5 millions de plus. Quand je considère le 011, le 012, le 65, auxquels j'enlève le 014 évidemment, 2,5 millions de plus. On est passé de 13,2 millions à 15,7 millions.

Conclusion : sur la période 2025 par rapport à 2024, la commune est passée de 2,5 millions à 1,2 million et quelques de différence. Et quand on va retrancher le capital dû de l'emprunt qui s'élève à plus de 1 million d'euros, on tombe à 235 000 €. Écoutez bien, M. DHABI, la CAF nette de la commune est passée de 1,5 million à 235 000 €. C'est encore plus mauvais que ce que vous aviez annoncé dans le débat d'orientations budgétaires. Ce qui fait que quand je vois l'encours de la dette, d'ailleurs avec un paradoxe qu'il faudra m'expliquer, puisque là dans le CFU, vous proposez un encours de dette à 2 322 000 € alors que vous avez annoncé 11 239 000 € dans votre débat d'orientations budgétaires. Donc, il faudra me l'expliquer. Si vous pouvez me l'expliquer, tant mieux. Et évidemment, la capacité de remboursement de la dette de la commune de Lézignan-Corbières est passée de 3,6 années à 8,3 années. Et si je prends le chiffre que vous posez dans le débat d'orientations budgétaires, à 9 années. Je rappelle que la cote d'alerte, c'est 8 années, niveau 1. Le niveau 2, c'est 12 années. C'est-à-dire que l'on a franchi le niveau 1.

Donc ce que je constate, Monsieur DHABI, dans ce que vous présentez : une différence entre les dépenses réelles et recettes réelles qui se dégrade fortement, une CAF nette qui s'est vraiment dégradée. C'est-à-dire que la capacité nette d'autofinancement de la commune, ce n'est plus que 235 000 €. Donc vous puisez dans votre excédent, je suis d'accord, mais il faut examiner les comptes de 2025. Et cette capacité de la commune désormais, de 3,6 est passée à 8 années pour rembourser sa dette.

Voilà ce que je voulais dire, quand même, parce qu'il y a des questionnements, et en particulier le 012, le chapitre du personnel qui gonfle, on verra le budget primitif, cela peut être inquiétant pour l'avenir. Merci.

M. COMBES : Merci, Monsieur HERNANDEZ. Vos propos ont été entendus. Nous allons passer au vote.

M. HERNANDEZ : Ne peut-on pas donner de réponses, non ?

M. DHABI : Vous faites un comparatif entre 2024 et 2025. Faire une image sur une année, ce n'est pas représentatif, il faut voir une dynamique et une tendance. Le fait de puiser dans notre épargne, c'était un choix. Le but, ce n'est pas de thésauriser, mais c'est d'investir. Tout l'argent qu'on a dépensé est resté dans la commune. C'est un déficit d'investissement, mais qui reste dans la commune. Soit on l'étale sur plusieurs années, soit on prend une décision, on fait un choix. On a fait le choix d'utiliser cette épargne pour de l'investissement. Après, vous parlez de 8 ans, le seuil n'est pas franchi. C'est vrai, il est à surveiller, on est à 8 ans, mais c'est un choix. Mais ça reste à surveiller.

M. HERNANDEZ : Monsieur DAHBI, je n'ai pas parlé d'investissement. J'ai parlé de fonctionnement. Vous me répondez par l'investissement, je vous parle de fonctionnement.

M. DHABI : Les dépenses de fonctionnement financent le service public, il ne faut pas l'oublier. Ça finance les écoles, l'entretien de la ville, les espaces verts, la sécurité, l'administration, les bâtiments publics. La question n'est pas seulement de savoir si une dépense augmente, mais la vraie question est : à quoi cela sert-il ?

En 2025, les dépenses ont permis de maintenir le service public et d'assurer le fonctionnement des équipements et de répondre aux besoins des habitants. L'excédent de fonctionnement dont vous parlez, 819 000 €, ça nous permet de conserver notre capacité à financer une partie de nos investissements. Est-ce que ça masque une difficulté ? Non. Ça correspond à un engagement qu'on a pris en 2025, mais qui sera exécuté durant le financement en 2026.

Est-ce que la situation financière de la Ville, comme vous le sous-entendez, est critique ? Non, je réponds qu'elle est saine. Le fonctionnement dégage un excédent, c'est le premier critère, on n'est pas en déficit, on dégage un excédent. Est-ce que les investissements sont trop importants ? Oui, on les assume. Est-ce que les comptes sont concordants avec ceux du comptable public ? Oui, et le résultat global reste positif. Cela veut dire que les équilibres sont tenus.

M. COMBES : Merci, Monsieur DAHBI, pour vos explications. Nous passons au vote.

Nous avons 25 pour, 1 contre et 6 abstentions. Donc, le compte financier unique est approuvé. Merci.

Monsieur le Maire, vous pouvez revenir.

Le Conseil municipal approuve à la majorité

20. Affectation du résultat à la suite du vote du compte financier unique 2025 budget principal

M. DAHBI : 20. L'affectation de résultat à la suite du vote du compte financier unique 2025, budget principal. Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57, à la suite du vote du compte financier unique 2025, le Conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat en vue des reprises sur le budget principal 2026. Il est proposé au Conseil municipal de procéder à l'affectation du résultat comme suit : en investissement, le résultat reporté de 2024 sera de 465 903,72 €. Le résultat de l'exercice 2025 de -1 800 632,63 €. Soit un chiffre à prendre en compte pour l'affectation du résultat de -1 788 138,40 €.

En fonctionnement, résultat : 4 733 738,22 €. Résultat de l'exercice 2025 : 819 600,11 €. Soit un chiffre à prendre en compte pour l'affectation de résultat de 5 553 338,33 €.

Considérant que seul le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat, le résultat d'investissement reste toujours en investissement et doit en priorité couvrir le besoin de financement de la section d'investissement.

Décide d'affecter le résultat comme suit : excédent de fonctionnement global cumulé au 31/12/2025 : 5 553 338,33 €. Affectation obligatoire à la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP c 1068 : 1 788 138,40 €. Solde disponible affecté comme suit : affectation complémentaire en réserve, affectation à l'excédent reporté de fonctionnement, ligne 002 : 3 765 199,93 €. Total affecté au 1068 : 1 788 138,40 €.

Il est demandé au Conseil municipal de voter l'affectation du résultat selon les données exposées ci-dessus. Il convient d'en délibérer.

M. COMBES : Merci. Des questions ? Donc, nous passons au vote. 25 pour, 1 contre et 6 abstentions. Donc, c'est voté, merci.

Le Conseil municipal approuve à la majorité

21. Approbation du compte financier unique de l'exercice 2025 – Budget Eau potable M49

M. DAHBI : Considérant que le compte financier unique (CFU) constitue désormais le document de synthèse des résultats de l'exécution budgétaire, se substituant au compte administratif et au compte de gestion. Considérant l'article L2121-14 du Code général des collectivités territoriales, dans les séances où le compte financier unique est débattu, le Conseil municipal élit son président. En conséquence, Monsieur le Maire peut assister à la discussion, mais doit se retirer de la salle au moment du vote. S'étant retiré.

Il est demandé au Conseil municipal :

1 ° D'approuver le compte financier unique de l'exercice 2025 budget eau potable tel que présenté, lequel fait apparaître les résultats suivants. Je vous donne un résumé. Le résultat cumulé excédent sur déficit : en investissement, 253 885 €; en fonctionnement, 1 419 375,21 €; et en ensemble, 1 673 260,21 €.

2 ° De donner acte de la présentation faite du compte financier unique, lequel peut se résumer comme indiqué ci-dessus.

3 ° De constater la parfaite concordance entre les écritures de l'ordonnateur et celles du comptable public.

4 ° De reconnaître la sincérité des restes à réaliser.

5 ° De décider que les résultats ainsi constatés seront repris au budget de l'exercice 2026 selon les modalités d'affectation qui feront l'objet d'une délibération distincte.

Il convient d'en délibérer.

M. COMBES : Merci. Des questions ? Monsieur HERNANDEZ.

M. HERNANDEZ : Monsieur DAHBI, j'ai regardé avec attention ce budget de l'eau. Comme vous dites, il est excédentaire, que ce soit en section d'investissement ou en section de fonctionnement. Je voudrais faire quelques remarques pour les contribuables lézignanais.

Quand a été présenté le budget 2025 pour l'eau et l'assainissement, vous aviez prévu des dépenses, qui n'ont pas été réalisées et donc, vous avez gardé cet excédent. Cet excédent est dû aux surtaxes que vous faites payer aux Lézignanaises et Lézignanais, ce qui est normal. Mais là, il y a un moyen, M. DAHBI, d'alléger la fiscalité des contribuables lézignanais en diminuant les surtaxes communales pour l'eau et l'assainissement, parce que vous avez des excédents importants.

Aujourd'hui, vous n'avez pas de schéma directeur à jour puisqu'il a plus de 10 ans, et vous n'avez certainement pas, ou alors vous avez peut-être pour le futur, des dépenses d'investissement dans ce domaine-là. Mais au regard des excédents importants qu'il y a, capter encore de l'excédent par les surtaxes communales, il y aurait moyen, je pense et nous pensons, d'alléger la facturation pour les contribuables lézignanais en les diminuant.

M. DAHBI : Merci. Ce résultat positif ne signifie pas forcément, automatiquement, une baisse des taxes. Ce n'est pas automatique. Ce résultat montre une situation déjà saine, on doit se réjouir de ce résultat positif, mais il faut tenir compte des engagements, des projets à venir, de l'entretien du patrimoine, des charges futures et de la séparation des budgets annexes. Il ne faut pas oublier qu'il y a des années, il y avait une énorme fuite, on a perdu à peu près 200 000 € d'eau en fuite.

M. COMBES : Merci, Monsieur DAHBI. Je voudrais vous préciser que déjà, ce ne sont pas les contribuables qui paient la surtaxe, mais ce sont les usagers; que l'adhésion à Réseau 11 nous a contraints à faire des ajustements. Et concernant notre schéma directeur, il est dissocié, car il nous manque encore des documents tels que le SCoT qui n'est pas voté, qui n'est pas arrêté.

Nous passons au vote. Alors, nous avons 25 pour et 7 contre. L'approbation du CFU Budget Eau potable est votée. Merci.

Le Conseil municipal approuve à la majorité

22. Affectation du résultat à la suite du vote du compte financier unique 2025 budget annexe Eau potable

M. DAHBI : Affectation du résultat à la suite du vote du compte financier unique 2025, budget eau potable. Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M49, à la suite du vote du compte financier unique 2025, le Conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat en vue des reprises sur le budget eau potable 2026. En investissement, à reporter : 253 885 €. En fonctionnement, 1 419 375,21 €.

Considérant que seul le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat, le résultat d'investissement reste toujours en investissement et doit en priorité couvrir les besoins de financement, déficit, et la section d'investissement.

Décide d'affecter le résultat comme suit : excédent de fonctionnement global cumulé au 31/12/2025, 1 419 375,21 €.

Solde disponible, affecté comme suit : affectation à l'excédent reporté de fonctionnement, ligne 002, de 1 419 375,21 €.

Il est demandé au Conseil municipal de voter l'affectation de résultat selon les données exposées ci-dessus.

M. COMBES : Merci. Des questions ? Non. Nous passons au vote. Le vote est ouvert. Nous avons 25 pour et 7 contre, c'est adopté. Merci.

Le Conseil municipal approuve à la majorité

23. Approbation du compte financier unique de l'exercice 2025 – Budget Assainissement M49

M. DAHBI : Considérant que le CFU constitue désormais le document de synthèse des résultats de l'exécution budgétaire se substituant au compte administratif et au compte de gestion. Considérant l'article L 2121-14 du Code général des collectivités territoriales, dans les séances où le compte financier unique est débattu, le Conseil municipal élit son président. En conséquence, Monsieur le Maire peut assister à la discussion mais doit se retirer de la salle au moment du vote. S'étant retiré.

Il est demandé au Conseil municipal :

1 ° D'approuver le compte financier unique de l'exercice 2025, budget assainissement, tel que présenté, lequel fait apparaître les résultats suivants. Je vous donne les résultats cumulés directement. L'excédent/déficit en investissement, 81 699,83 €. En fonctionnement, 336 617,27 €. L'ensemble donne 418 317,10 €.

2 ° De donner acte de la présentation faite du compte financier unique, lequel peut se résumer comme indiqué ci-dessus.

3 ° De constater la parfaite concordance entre les écritures de l'ordonnateur et celles du comptable public.

4 ° De reconnaître la sincérité des restes à réaliser.

5 ° De décider que les résultats ainsi constatés seront repris au budget de l'exercice 2026 selon les modalités d'affectation qui feront l'objet d'une délibération distincte.

Il convient d'en délibérer.

M. COMBES : Merci, Monsieur DAHBI. Y a-t-il des questions ? Monsieur HERNANDEZ.

M. HERNANDEZ : Je ne vais pas, mesdames, messieurs les conseillers, refaire le processus de tout à l'heure. C'est simplement vous dire que là aussi, on constate un excédent de 420 000 à 430 000 € pour l'assainissement. De la même manière, notre groupe propose que la surtaxe sur l'eau et l'assainissement pour les usagers – comme vous l'avez dit si bien – soit allégée de manière à diminuer la pression fiscale sur les Lézignanais. C'est une proposition que nous faisons et nous aimerions, évidemment, qu'elle soit suivie d'effets. Merci.

M. COMBES : Merci, Monsieur HERNANDEZ. Vos propos ont été entendus et enregistrés. Nous passons au vote. Nous avons 25 pour et 7 contre. L'approbation est votée.

Le Conseil municipal approuve à la majorité

24. Affectation du résultat à la suite du vote du compte financier unique 2025 budget annexe Assainissement

M. DAHBI : Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M49, à la suite du vote du CFU 2025, le conseil municipal doit procéder à l'affectation du résultat en vue des reprises sur le budget assainissement 2026. Il est proposé au Conseil municipal de procéder à l'affectation des résultats comme suit. En investissement : 81 699,83 €. En fonctionnement : 342 792,27 €.

Considérant que seul le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat, le résultat d'investissement reste toujours en investissement et doit en priorité couvrir les besoins de financement, déficit de la section d'investissement,

Décide d'affecter le résultat comme suit : le solde disponible affecté sera l'excédent reporté de fonctionnement, 342 792,27 €.

Il est demandé au Conseil municipal de voter l'affectation de ce résultat selon les données exposées ci-dessus. Il convient d'en délibérer.

M. COMBES : Merci. Des remarques ? Non. Nous passons au vote. Le vote est ouvert. 25 pour, 7 contre, c'est donc voté. Merci.

Le Conseil municipal approuve à la majorité

25. Approbation du compte financier unique de l'exercice 2025 – Budget principal et annexes en consolidé

M. DAHBI : Considérant que le compte financier unique, budget principal et annexes, constitue désormais le document de synthèse des résultats de l'exécution budgétaire se substituant au compte administratif et au compte de gestion,

Considérant l'article L 2121-14 du Code général des collectivités territoriales, dans les séances où le compte financier unique est débattu, le conseil municipal élit son président, en conséquence, Monsieur le Maire peut assister à la discussion mais doit se retirer de la salle au moment du vote,

M. FORCADA s'étant retiré, il est demandé au Conseil municipal :

1 ° D'approuver le CFU de l'exercice 2025, budget principal et annexes en consolidé, tel que présenté, lequel fait apparaître les résultats suivants.

Je vous donne directement les résultats cumulés. En excédent/déficit en investissement, on a un déficit de 1 452 553,57 €. En fonctionnement, un excédent de 7 242 333,59 €. L'ensemble fait 5 789 780,02 €. Notons que ce tableau est la consolidation des trois CFU précédemment approuvés par l'assemblée délibérante, à savoir les CFU de la Ville et les deux budgets annexes Eau potable et Assainissement.

2 ° De donner acte de la présentation faite du compte financier unique lequel peut se résumer comme indiqué ci-dessus.

3 ° De constater la parfaite concordance entre les écritures de l'ordonnateur et celles du comptable public.

4 ° De reconnaître la sincérité des restes à réaliser.

5 ° De décider que les résultats ainsi constatés seront repris au budget de l'exercice 2026 selon les modalités d'affectation qui feront l'objet d'une délibération distincte.

Il convient d'en délibérer.

M. COMBES : Merci. Y a-t-il des remarques ? Non. Nous passons au vote. Nous avons 25 pour et 7 contre. C'est adopté. Merci.

Le Conseil municipal approuve à la majorité

Nous passons au point 26. Monsieur le Maire, vous pouvez revenir. Merci.

M. FORCADA : J'ai bien sûr entendu les quelques remarques sur les taxes eau, assainissement. Ça s'appelle de l'investissement différé. C'est financier, c'est comptable, bien sûr. Et c'est tout ce qu'il y a de plus naturel dans une entreprise, qu'elle soit privée ou publique. Ça veut dire que c'est une saine gestion de prévision, tout simplement. Il n'y a pas de leçons.

[Interruption de séance pour raisons techniques durant 3 minutes]

26- Budget principal et budgets annexes Eau potable et Assainissement 2026 et consolidation – Annexes

M. DAHBI : Budget principal et budgets annexes Eau potable et Assainissement 2026 et consolidation – annexes.

Conformément au CGCT et aux instructions budgétaires et comptables M57 et M49, le Conseil municipal doit adopter le budget principal et ses budgets annexes avant la date fixée par la réglementation. En conséquence, le conseil municipal doit se prononcer sur :

- le budget principal 2026, proposé en équilibre en dépenses et recettes à hauteur de :
en fonctionnement : 18 564 246,93 €; en investissement : 7 638 370,77 €, soit un total de 26 202 617,70 €;

- le budget annexe 2026 Eau potable, proposé en équilibre en dépenses et en recettes à hauteur de :
en fonctionnement : 1 611 057,21 €; en investissement, 731 179,49 €, soit un total de 2 342 236,70 €;
- le budget annexe 2026 Assainissement, proposé en équilibre en dépenses et en recettes à hauteur de :
en fonctionnement : 704 782,48 €; en investissement : 714 061,96 €, soit un total de 1 418 844,44 €.

En totalisant, on a en fonctionnement 20 880 086,62 €. En investissement 9 083 612,22 €, soit un total de 29 963 698,84 €.

Il est demandé au Conseil municipal :

1. D'approuver le budget principal 2026;
2. D'approuver le budget annexe Eau potable 2026.
3. D'approuver le budget annexe Assainissement 2026.

M. FORCADA : Pas de questions ? On passe au vote.

M. DAHBI : Je vous présente les recettes de fonctionnement :

- Chapitre 013 : atténuation des charges
- Total reste à réaliser plus le vote : 130 000 €;
- RSA régulation de RMI : 0 €;
- Production de services domaine vente et divers, on a 482 960 €;
- Impôts et taxes : 1 579 512 €;
- En termes de fiscalité locale, chapitre 731, on a 8 121 482 €;
- En dotations et participations, au total, on a 3 818 727 €;
- Autres produits de gestion : 585 667 €.

Soit un total de 14 718 348 €.

- En produits financiers, 380 €;
- Produits spécifiques ligne dite 77, 2 000 €;
- En reprises, amortissements, dépréciations : 68 319 €.

Soit un total des recettes réelles de fonctionnement de 14 789 047 €.

- En opérations d'ordre, transfert entre sections 4 et 5, on a 10 000 €, soit un total de 10 000 €;

Au total, on a 14 799 047 €, plus le résultat reporté ou anticipé de 3 765 199,93 €, soit un total de recettes de fonctionnement cumulées de 18 564 246,93 €.

Autofinancement prévisionnel dégagé au profit de la section d'investissement, de 2 468 462,99 €.

Il s'agit d'un budget voté en équilibre, les ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

Concernant les dépenses d'investissement, y compris les RAR :

- En dotations, fonds divers et réserves, chapitre 10 : 239 475,12 €;
- En subventions d'investissement, 10 000 €;
- En emprunts et dettes assimilées, sauf 1688 non budgétaire, 1 042 202 €;
- Le total d'opérations d'équipement, 4 667 960,74 €;
- En immobilisations en cours, sauf le 2324 : 314 004 €;
- En autres immobilisations financières, chapitre 27 : 40 000 €.

Soit des dépenses d'investissement totales de 6 303 641,86 €. Un solde d'exécution négatif reporté de 1 334 728,91 €, soit un total de dépenses d'investissement cumulées de 7 638 370,77 €.

En termes de dépenses de fonctionnement :

- Le chapitre 011, on a un total de 4 366 692,22 €;

- Le chapitre 012 : 7 924 510 €;
- En atténuation de produits, 92 794 €;
- Autres charges de gestion courante, sauf les 6586 : 3 388 610 €;
- En charges financières, 242 100 €;
- En charges spécifiques, 2 000 €;
- En dotations aux amortissements et provisions, 508 997 €;
- Virement à la section d'investissement, 2 038 462,99 €.

Soit un total de fonctionnement de 18 564 246,93 €. Soit un total de dépenses de fonctionnement cumulées, 18 564 246,93 €.

La balance générale des recettes :

- En dotations, ligne 10, chapitre 10 : 597 940,60 €;
- En subventions d'investissement reçues, 387 164,78 €;
- En emprunts et dettes assimilées, sauf le 1688 non budgétaire, 1 480 660 €;
- En immobilisations en cours, sauf le 2324 : 314 004 €;
- Autres immobilisations financières, 40 000 €;
- En amortissement des immobilisations, 440 000 €;
- En virement de la section de fonctionnement, 2 038 462,99 €;
- En produits de cessions d'immobilisations, 552 000 €;

Recettes d'investissement total, 5 850 232,37 €.

En solde d'exécution positif reporté anticipé, 0 €, plus les affectations du résultat de 1 788 138,40 €, soit un total de recettes d'investissement de 7 638 370,77 €.

En termes de recettes de fonctionnement, y compris les RAR :

- Chapitre dit 013, atténuation de charges, 130 000 €;
- AP/AE RSA régulation de RMI, 0 €;
- Achats de variations et stocks, 0 €;
- Produits de services, domaine, ventes diverses, 482 960 €;
- Production stockée ou déstockage, 0 €;
- Production immobilisée, 0 €;
- Impôts et taxes, sauf 731 : 1 579 512 €;
- Fiscalité locale, 8 121 482 €;
- En dotations et participations, 3 818 727 €;
- Autres produits de gestion courante, 585 667 €;
- En produits spécifiques, 12 000 €;
- Reprises sur amortissements et provisions, 68 319 €.

Au total des recettes de fonctionnement, on a 14 799 047 €. Résultat reporté anticipé, 3 765 199,93 €, soit un total de recettes de fonctionnement cumulées de 18 564 246,93 €.

M. FORCADA : C'est fait ? Budget équilibré, en fonctionnement, en investissement. Des questions ?

M. HERNANDEZ : Je voudrais rappeler à l'assemblée que la capacité d'autofinancement, qu'elle soit brute ou nette, est la soustraction entre les recettes réelles et les dépenses réelles. Vos chiffres que vous avez donnés, Monsieur DAHBI, je les ai, effectivement. Si on s'en tient aux dépenses réelles, vous allez m'expliquer un budget primitif tel que vous l'avez construit. Vous avez dit : vous arrivez en recettes à 14 718 000 €, et en dépenses à 15 772 000 €. C'est-à-dire que vous affichez un budget primitif où les dépenses réelles sont supérieures aux recettes réelles. Ça veut dire que vous avez un déficit de 1 million d'euros entre dépenses et recettes. Et les chiffres sont têtus, parce que ce sont eux qui permettent d'avoir la CAF nette, et la CAF brute. Ce qui veut dire que vous êtes avec une CAF brute qui est négative, de 1,3 million d'euros. Si vous y ajoutez le

remboursement de la dette que la CAF, évidemment, doit supporter, qui est de 1 042 000 €, vous êtes, avec une CAF nette, tenez-vous bien, de -2,4 millions d'euros. Vous avez une CAF nette qui est très, très négative. Alors voilà, je vous pose la question : comment avez-vous pu construire un budget primitif qui donne une CAF nette, c'est-à-dire une capacité d'autofinancement, très négative pour construire un budget ?

[M. FORCADA se tourne vers l'administration qui propose de transmettre des explications détaillées dans les semaines suivantes]

M. HERNANDEZ : Monsieur le Maire, si vous le permettez, par rapport à ces dépenses de fonctionnement, au 012, dépenses du personnel, il y avait 6,9 millions, vous affichez 7,9 millions, soit 980 000 € de plus. On voudrait avoir des explications, comment se fait-il que vous affichiez presque un million de plus de dépenses de personnel, par exemple. Et pareil, au 65, de 1,8 million, vous passez à 3,3 millions, en charges au 65. Il y a donc une différence de 1,5 million. On voudrait avoir des explications, et sur le personnel, et sur le 65.

M. FORCADA : Vous les aurez, on vous les donnera quand la technique (l'administration) nous les remettra.

M. HERNANDEZ : Vous ne pouvez pas me les donner maintenant ?

M. FORCADA : Je ne suis pas un technicien. On vous répondra par écrit, je préfère. Passez au vote, s'il vous plaît.

M. HERNANDEZ : Excusez-moi, Monsieur le Maire, mais vous n'avez même pas présenté la section d'investissement et vous n'avez pas présenté pour 2026 l'eau et l'assainissement, donc on ne peut pas encore voter.

M. FORCADA : Ça fait partie de cette délibération.

M. HERNANDEZ : Ce n'était pas expliqué. En annexe, on n'a pas l'investissement.

M. FORCADA : Donc, pour être un peu plus précis :

- L'aérodrome, pour les prévisions et les propositions nouvelles : 500 000 €
- Travaux de piscine : 45 000 €
- Le programme de renouvellement également qui s'élève à 676 861 €
- L'informatisation : 80 000 €
- Le mobilier population : 12 000 €
- Les acquisitions diverses pour 200 000 €
- Le mobilier de service, 13 000 €
- La chaudière pour la maison des jeunes, ça coûte 600 000 €
- Le reboisement, environ 10 000 €
- La numérisation des archives : 5 000 €
- L'espace réceptif et les études, 51 000 €
- La signalétique pour la voirie, c'est 100 000 €
- Les alarmes pour les écoles, 31 000 €
- La création du restaurant scolaire avec les aménagements pour un montant de 140 000 €
- La rénovation du restaurant actuel pour 30 000 €
- Le cœur de ville, il y en a pour 20 000 €
- Les travaux de bâtiments communaux pour 440 000 €
- La révision du PLU, afin qu'on puisse le faire avec le SCoT, 20 000 €
- L'OPAH, 100 000 € pour l'amélioration du centre ancien

- La vidéo, puisqu'on a commandé une autorisation pour 15 caméras de plus, il y en a pour 79 000 €
- La réhabilitation de l'église pour une petite partie, 40 000 €
- Les parasols du cours de la République, pour la fin et les livraisons, 100 000 €
- Programme voirie 2026, 350 000 €, qui viendra s'ajouter à celle de Gérard Philipe qui est en cours d'ailleurs, pour 441 000 €
- La climatisation des écoles également, la première tranche, 45 000 €
- Et les travaux ascenseur, CPAM, etc., il y en a pour 230 000 €

C'est-à-dire un total de 3 856 861 €.

Voilà pour la partie d'investissement qui est soumise au vote, pour la prévision de l'ensemble des chapitres.

Mme DUMONTET : Merci. Monsieur le Maire, est-ce que vous pouvez nous préciser dans le chapitre, pour mémoire, réalisation cumulée au 01/01/N, quelle est l'année de référence, s'il vous plaît ? Merci.

M. FORCADA : C'est 2025, l'année de référence.

Mme DUMONTET : En fait c'est cumulé, donc c'est 2025, c'est cumulé depuis combien de temps ? Ce n'est que sur l'année 2025 ? Non, c'est depuis combien de temps les cumuls ?

M. FORCADA : C'est le cumul des opérations qui ont été ouvertes.

Mme DUMONTET : Oui, mais depuis quelle année ? À partir de quelle année ?

M. FORCADA : Certaines ont plus de 10 ans.

Mme DUMONTET : D'accord, c'est que je voulais savoir. Merci.

M. FORCADA : C'est légitime.

Mme DUMONTET : Du coup, j'ai le micro, j'en profite pour poser les questions. Il y a 0 € sur le cinéma. Or visiblement, il y a des travaux urgents à réaliser, notamment les infiltrations par le toit et les climatisations, et il apparaît 0 € en prévision.

M. FORCADA : C'est ce qui est prévu dans les bâtiments communaux.

Mme DUMONTET : D'accord, c'est globalisé dedans.

M. FORCADA : C'est globalisé.

Mme DUMONTET : D'accord. Et dans la cour de la Maison Gibert, visiblement, il y a un problème sur le mur, est-ce aussi compris dans le programme de travaux ?

M. FORCADA : C'est compris dans le programme.

Mme DUMONTET : D'accord. Et sur le cœur de ville, il n'y a que 20 000 € en reste à réaliser qui apparaissent. Or, il y a un programme quand même à continuer. Pourquoi n'y a-t-il que cette somme de 20 000 € sur le cœur de ville ?

M. FORCADA : C'est la fin de la phase d'étude.

Mme DUMONTET : D'accord. Donc, il y a une programmation de travaux plus tard.

M. FORCADA : C'est ça, tout à fait.

Mme DUMONTET : Merci.

M. DENARD : Toujours dans le cadre des propositions nouvelles sur votre tableau pour notre connaissance, à l'opération numéro 231, programme renouvellement. En quoi consiste ce renouvellement ? Parce qu'il y a une somme de 676 861,59 €, c'est la plus importante du tableau. Et on souhaiterait avoir des précisions sur ce programme de renouvellement.

M. FORCADA : Ce sont les différents matériels de la collectivité.

M. DENARD : Très bien.

M. DENARD : C'est-à-dire ?

M. FORCADA : Notamment d'entretien.

M. CANO : Monsieur le Maire, notre interrogation porte sur la ligne 239 reboisement, environnement. Étant donné que les dégâts du sinistre, de la tempête Nils, sont énormes, il nous paraît que la ligne d'ajustement à hauteur de 10 000 € soit quand même fort modeste par rapport à l'ampleur des travaux à venir. Alors notre question porte est de savoir quels sites vont être reboisés ? S'agit-il de Gaujac, de la Pinède ? S'agit-il du verdissement de la ville ? En tout cas, 10 000 € de supplément pour le reboisement sont quand même inéquitables par rapport aux 100 000 € d'acquisition de parasols, à moins que l'on ne veuille remplacer les arbres par des parasols.

M. FORCADA : Je vous rappelle, en tout cas vous n'y étiez pas, mais on vous l'a certainement rapporté, il existe dans les entreprises privées des fonds verts que nous sollicitons. Chaque année, les 500 arbres que nous plantons ne nous coûtent rien. Chaque année. Ça fait partie du reboisement, oui. Et puis des achats techniques qu'il faudra réaliser, il y a des piquets etc. à acheter... Mais par rapport au total des arbres qui sont plantés, les 1 000 arbres aujourd'hui qui ont été plantés en deux ans, uniquement le travail du personnel et je remercie tous les bénévoles qui sont venus, dont les enfants des écoles, puisque ça a un caractère aussi pédagogique.

M. HERNANDEZ : J'ai une dernière question si vous le permettez.

M. FORCADA : Allez-y.

M. HERNANDEZ : Question qui est technique. Vous prévoyez en propositions nouvelles pour la voirie Gérard Philipe, 441 000 €. Or, ces travaux ont commencé. Alors, je me demande comment vous avez pu engager des travaux, alors que ça n'apparaît que dans les propositions nouvelles. À côté, il n'y a aucun RAR. Est-ce que les RAR apparaissent autre part ? Sinon, si c'était le cas, évidemment, le coût de cette voirie ne serait pas de 441 000 €. Donc, comment se fait-il que ça apparaisse en propositions nouvelles alors que les travaux ont commencé ?

M. FORCADA : Parce que c'est déjà anticipé, que les prix ont été négociés et que les marchés ont été faits. C'était déjà prévu pour nous permettre de faire le budget. Et les travaux ont commencé en temps et en heure de ce qui était prévu.

M. HERNANDEZ : Je vous rappellerais, Monsieur le Maire, que tel que c'est présenté, c'est insincère. Parce que vous mettez 441 000 € de propositions nouvelles ; or, vous semblez me dire que ça a déjà été budgétisé. Vous avez signé avec les entreprises. Donc, ça devrait apparaître dans les RAR.

M. FORCADA : C'est engagé, oui. Sur le budget 2025, c'était engagé. Donc, on sait ce qu'il en est, c'est prévu. Ce sont les études bien évidemment qui ont permis de réaliser tout ça et de le budgétiser.

M. HERNANDEZ : Je répète que s'il y a des travaux qui ont été entamés, ils devraient apparaître dans les RAR ; ils n'y sont pas.

M. FORCADA : Ils n'ont été entamés que maintenant. Ils ont été entamés il y a quelques jours.

M. HERNANDEZ : Ça, ce n'était pas voté dans le vote d'aujourd'hui.

M. FORCADA : Mais l'opération a déjà été votée. Ça a déjà été validé. Vous n'étiez pas là. On va passer au vote, je vous remercie pour votre sollicitude.

M. HERNANDEZ : Excusez-moi, Monsieur le Maire, mais vous n'avez toujours pas présenté pour 2026 les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement.

M. DAHBI : Je commence par l'eau potable.

En dépenses :

- En charges générales, chapitre dit 011 charges générales : 123 000 € ;
- Charges liées au personnel, chapitre dit 012 : 60 000 € ;
- Autres charges de gestion : 938 410,52 € ;
- Les charges financières, chapitre 66 : 12 967 € ;
- Dotations, amortissements : 76 057,48 € ;
- Virement à la section investissement : 400 662,21 €.

Total dépenses de fonctionnement : 1 611 057,21 €.

En termes de recettes :

- Les produits de services s'élèvent à 150 000 € ;
- Les autres produits : 24 000 € ;
- Amortissements, subventions, reprises : 17 682 € ;
- Excédent reporté : 1 419 375,21 €.

Total fonctionnement en recettes : 1 611 057,21 €.

En investissement, en dépenses :

- Emprunt remboursement capital : 27 780 € ;
- Renouvellement des biens : 685 102,69 € ;
- RAR : 614,80 € ;
- Amortissements et subventions : 17 682 €.

Soit un total de dépenses en investissement de 731 179,49 €.

En termes de recettes :

- L'excédent reporté étant de 124 419,71 € ;
- Virement de la section de fonctionnement : 400 622,21 € ;
- RAR : 130 080,09 € ;
- Dotations aux amortissements : 76 057,48 €.

Soit un total en recettes d'investissement de 731 179,49 €.

Je passe à l'assainissement. Je commence par le fonctionnement.

En dépenses en fonctionnement, on a :

- Les charges générales de 219 000 €;
- Les charges de personnel : 30 000 €;
- Autres charges de gestion : 7 332 €;
- Charges financières : 12 000 €;
- Chapitre 673 : 2 000 €;
- RAR : 6 175 €;
- Dotations aux amortissements : 292 375 €;
- Dépréciations : 2 000 €;
- Virement à la section investissement : 333 900,48 €.

Soit un total de dépenses en fonctionnement de 704 782,48 €.

En recettes de fonctionnement :

- Les produits de services 218 000 €;
- Produits financiers : 0 €;
- Autres produits : 0 €;
- Dotations participations : 0 €;
- Chapitre 773, 5 000 €;
- En chapitre 042 qui correspond aux amortissements de subventions de 137 375 €;
- Dépréciations et provisions : 1 615,21 €;
- Excédent reporté : 342 792,27 €.

Soit un total de recettes de fonctionnement de 704 782,48 € en équilibre.

En investissement sur l'assainissement :

- Emprunt, remboursement en capital de 96 000 € en dépenses ;
- Renouvellement de biens : 474 600,31 €;
- RAR de 6 086,65 €;
- Amortissements et subventions : 137 375 €.

Soit un total de dépenses en investissement de 714 061,96 €.

Sur le chapitre recettes en investissement, on a :

- Un excédent reporté de 87 786,48 €;
- Virement de la section de fonctionnement de 333 900,48 €;
- Dotations d'amortissement : 292 375 €.

Soit un total de recettes d'investissement à l'équilibre de 714 061,96 €.

M. FORCADA : Des remarques, des questions ? On passe au vote. 26 pour, 7 contre, adopté. Merci.

Le Conseil municipal approuve à la majorité

27-Fongibilité des crédits en fonctionnement et investissement – Année 2026

M. DAHBI : Fongibilité des crédits en fonctionnement et investissement, année 2026.

Il est nécessaire de procéder à un certain nombre de décisions préalables à la mise en application de la nomenclature M57 pour le budget principal 2026 de la Ville de Lézignan-Corbières. La commune est appelée à définir la politique de fongibilité des crédits pour les sections de fonctionnement et d'investissement. En effet, la nomenclature M57 donne la possibilité pour l'exécutif, si le Conseil municipal l'y a autorisé, de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de la section.

Cette disposition, déjà autorisée au cours de l'exercice 2025, permet de disposer de plus de souplesse budgétaire, puisqu'elle offre au Conseil municipal le pouvoir de déléguer à Monsieur le Maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de la section concernée.

Cette disposition permettrait notamment d'amender, dès que le besoin apparaîtrait, la répartition des crédits afin de les ajuster au mieux sans modifier le montant global des sections. Elle permettrait également de réaliser des opérations purement techniques sans attendre. Dans ce cas, Monsieur le Maire serait tenu d'informer l'assemblée délibérante des mouvements de crédits opérés lors de sa plus proche séance, dans les mêmes conditions que la revue des décisions prises dans le cadre de l'article L2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Il est demandé au Conseil municipal :

1. D'autoriser Monsieur le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections, fonctionnement et investissement, déterminé à l'occasion du budget principal 2026.
2. D'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Merci. Des questions ? On passe au vote. 33 pour. Merci.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

28-Taux d'imposition 2026 – Annexe

M. DAHBI : Taux d'imposition 2026 annexe.

Selon le code général des impôts, l'assemblée délibérante doit voter des taux de fiscalité lors de chaque exercice comptable. La Direction générale des finances publiques notifie les bases fiscales prévisionnelles aux services municipaux, état fiscal 1259 COM. Compte tenu de la réforme fiscale et de l'article 16 de la loi de finances 2020, fusion des parts communales et départementales de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) en compensation de la perte de la taxe d'habitation. Du fait que la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales est arrivée à son terme en 2023, compte tenu du fait qu'à la suite de l'achèvement de cette réforme et qu'à compter de l'exercice 2023, les collectivités sont tenues de voter à nouveau le taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS).

Il est proposé au Conseil municipal de ne pas augmenter les taux d'imposition qui étaient applicables en 2025, d'intégrer le taux de THRS et de voter les taux d'imposition suivants pour 2026 :

- TFB : 61,19 %;
- TFNB : 93,97 %;
- THRS : 13,89 %.

Les produits prévisionnels attendus des impôts locaux seraient de 8 886 484 € après application du coefficient correcteur, soit :

- Base TFB : 8 566 600 €;
- Base TFNB : 77 177 039 €;
- Base THRS : 142 845 €.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal d'approuver les taux d'imposition pour l'année 2026 qui s'établissent à :

- TFB 61,19 % ;
- TFNB 93,97 % ;
- THRS 13,89 %.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Des remarques, des questions ?

M. HERNANDEZ : Bien, Monsieur le Maire, sachez que nous sommes un groupe minoritaire en capacité de faire des propositions et non pas de donner des leçons, ce n'est pas ce que nous souhaitons. Il y a – vous en conviendrez – dans l'imposition, des grandes anomalies que vous connaissez. La première, c'est qu'en supprimant la taxe d'habitation, l'État a permis aux locataires de ne payer aucun impôt à la commune, sauf si le propriétaire répercute uniquement la taxe d'enlèvement d'ordures ménagères et la taxe GEMAPI. Mais sinon, quelqu'un qui vient louer une maison aujourd'hui ne paie pas à la commune. Ça, c'est une anomalie, je pense, que l'on peut dénoncer, et je crois que l'État devrait beaucoup se pencher sur cette question. Et donc ne sont affectés que les gens qui ont des biens.

Je voudrais, au nom du groupe, Monsieur le Maire, faire une proposition, je pense qu'elle peut intéresser l'assemblée. Ces mêmes propriétaires ont subi en 2023 une augmentation des valeurs locatives de 7,1 %. En 2024, ces mêmes propriétaires ont subi une augmentation des valeurs locatives de 3,7 %. En 2025, ils ont subi une augmentation de 1,7 %. Et pour la présente année, les valeurs locatives vont augmenter de 0,8 %. Si vous faites un total sur quatre ans : 13,5 %.

Notre proposition est la suivante, Monsieur le Maire : nous considérons que l'on pourrait neutraliser de manière que les Lézignanais n'aient pas à payer davantage d'impôts. Pourquoi ? Parce qu'il nous est remonté beaucoup de doléances par rapport au montant de la taxe foncière qui est à 61,19 %, vous venez de le dire. Et beaucoup de gens se plaignent de la taxe foncière payée à Lézignan. Or, ce qu'on pourrait faire aujourd'hui, les valeurs locatives augmentant de 0,8 %, nous pourrions diminuer de la même somme le taux d'imposition du foncier bâti, de façon à ce qu'on soit neutre, de manière à ce qu'ils paient la même somme que ce qu'ils ont payée l'année dernière. Voilà quelle est notre proposition.

M. FORCADA : Et la compensation, on la trouve comment ? Non, ces taux sont là depuis 2014, c'est tout. Donc, ils ont été inchangés depuis. On n'a pas gagné au loto non plus, les investissements sont là, et la contribution de chacun de nous est en fonction des décisions de l'État. Ce n'est pas nous qui mettons en avant la suppression de telle ou telle taxe, de tel ou tel impôt. Certes, on ne peut que regretter la disparition de la taxe d'habitation, mais elle est ce qu'elle est. Et donc, on ne va pas légiférer, ce n'est pas notre rôle. Pour l'instant, je ne vois pas comment faire autrement en faisant des économies et en ne répercutant pas les hausses, ce n'est pas d'actualité. Mais merci pour la remarque quand même, qui permet de rappeler les réalités.

M. HERNANDEZ : J'ajoute juste un petit point, c'est que l'État nous a proposé d'augmenter la taxe sur la résidence secondaire et on a refusé de le faire.

M. FORCADA : Nous allons passer au vote. 26 pour, 7 contre. Adopté. Merci.

Le Conseil municipal approuve à la majorité

29-Fixation du taux de la surtaxe Eau potable pour l'exercice 2026

M. DAHBI : Objet : fixation du taux de la surtaxe eau potable pour l'exercice 2026.

Conformément au Code général des collectivités territoriales et à l'instruction budgétaire et comptable M49, le Conseil municipal fixe le montant de la surtaxe eau potable applicable dans le cadre du contrat de délégation du

service public de l'eau potable conclu avec la société Veolia Eau. Cette surtaxe vise à financer les investissements supportés par la commune et mis à disposition du délégataire du service public.

Considérant la poursuite des investissements et les travaux sur les conduites d'adduction liées aux réservoirs d'eau potable et les nouveaux travaux sur les réseaux existants, il est proposé au Conseil municipal de fixer le montant de la taxe eau potable à compter du 1^{er} janvier 2026 au taux de 0,61 € le mètre cube selon la répartition suivante :

1. 0,41 € pour Réseau 11, part protection des réseaux et part production, et 0,20 € pour la commune.
2. D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

M. FORCADA : On s'en est tenu à ce qu'on avait déjà voté en décembre, donc ça n'a pas bougé. Des remarques ? On passe au vote. Merci. Le vote est ouvert. 26 pour, 7 contre. Adopté. Merci.

Le Conseil municipal approuve à la majorité

30-Fixation du taux de la surtaxe Assainissement pour l'exercice 2026

M. DAHBI : Fixation du taux de la surtaxe assainissement pour l'exercice 2026.

Conformément au Code général des collectivités territoriales et à l'instruction budgétaire et comptable M49, le Conseil municipal fixe le montant de la surtaxe assainissement applicable dans le cadre du contrat de délégation du service public d'assainissement conclu avec la société SAUR. Cette surtaxe vise à financer les investissements supportés par la commune et mis à disposition du délégataire du service public.

Considérant les investissements à financer en vue de poursuivre la rénovation du réseau assainissement et ainsi sécuriser l'approvisionnement des usagers du service public, il est proposé au Conseil municipal :

1. De fixer le montant de la surtaxe assainissement à compter du 1^{er} janvier 2026 au taux de 0,309 € par mètre cube.
2. D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

M. FORCADA : Identique à la précédente. Des remarques ? On passe au vote. Le vote est ouvert. 26 pour, 7 contre. Adopté. Merci.

Le Conseil municipal approuve à la majorité

31-Demande de subventions pour la création d'une station d'avitaillement AVGAS à l'aérodrome Pierre-Georges LATÉCOÈRE

M. DAHBI : La note est celle que vous avez sur la table. Il y avait deux-trois petites modifications. Demande de subventions pour la réhabilitation de la station d'avitaillement à l'aérodrome Pierre-Georges LATÉCOÈRE. Ce projet porte sur le remplacement de la station actuelle d'avitaillement située sur le domaine aéroportuaire de la commune de Lézignan-Corbières, ceci afin de pouvoir distribuer deux types de carburant : de l'Aviation Gasoline 100 LL, et du Jet A1, kérosène. Cette transformation technique complète des installations devrait permettre à terme la mise à disposition des usagers basés et non basés, civils et militaires, de plusieurs types de carburant pour l'avitaillement d'ULM, d'avions et de voilures tournantes, hélicoptères et autogires.

Par ailleurs, les nombreux incendies qui ont frappé le département de l'Aude durant la saison estivale 2026, et notamment celui baptisé l'ogre des Corbières, ont démontré la nécessité de renforcer la sécurisation du territoire audois. En effet, l'aérodrome municipal de Lézignan-Corbières pourrait ainsi devenir à terme un point d'attache crucial et un pôle logistique indispensable pour le ravitaillement rapide des équipements aériens de lutte contre les feux : bombardiers d'eau de type Morane dans un premier temps, mais aussi hélicoptères.

De plus, il convient de mettre en exergue que ce projet a fait l'objet d'une concertation institutionnelle approfondie. Ainsi, des échanges formels ont été menés avec le président et le directeur du Service départemental d'incendie et de secours de l'Aude, mais aussi avec les services de l'État. Cette démarche atteste de l'alignement stratégique du projet avec les politiques publiques de sécurité civile. L'exploitation future de la station sera donc multifonctionnelle, car destinée d'une part à la desserte des aéronefs civils et, d'autre part, à l'accueil de nouvelles activités, notamment celles relatives à la sécurité des personnes, SAMU, et de l'environnement, SDIS 11, SDIS 34 et sécurité civile, en matière d'incendie, ainsi qu'à l'exécution de manœuvres aériennes par du personnel militaire, contribuant ainsi à la diversification et à la redynamisation de l'aérodrome.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

1. D'approuver la réalisation de cette opération et le plan de financement prévisionnel comme suit :

- Montant du projet hors taxes : 293 000 €;
 - Montant de la maîtrise d'œuvre hors taxes : 39 950 €.
- Soit un montant total du projet hors taxes de 332 950 €.

Les financements sollicités sont les suivants :

- 30 % de la DETR, soit 99 885 €;
- 25 % Région, soit 83 237,50 €;
- 25 % de la part du Département, soit 83 237,50 €;
- 20 % d'autofinancement, soit 66 590 €.

Soit un total de recettes hors taxes de 332 950 €

2. D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter les subventions en question et à signer toutes les pièces liées à cette décision.

3. D'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. FORCADA : Modification qui a été de dernière minute en quelque sorte avec l'État sur la discussion de l'attribution de la DETR. Toujours compliqué, surtout en ce moment, sur une dizaine de dossiers qui ont été adressés en fin d'année, on a discuté sur deux au départ, trois si possible, et pas les autres. Donc, cela a été costaud et cela a pris un petit peu plus de temps. Quand on a envoyé les notes explicatives de synthèse pour la convocation au Conseil municipal, ce n'était pas tout à fait les mêmes bases. Donc on a été obligés d'ajuster en fonction de ce qui a été prévu avec l'État. Oui, allez-y.

Mme DUMONTET : Oui, je voudrais juste dire qu'il y a une demande de subvention demandée au Département de l'Aude, que je vais voter là en tant que conseillère municipale, mais qu'ensuite bien sûr, j'engage l'ouverture des discussions avec le Département sur la subvention. Je voulais juste expliquer mon vote.

M. FORCADA : Merci. Pas d'autres remarques ? On passe au vote. Le vote est ouvert. 33 pour, adopté à l'unanimité, merci.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

32-Demande de subventions pour l'installation d'un ascenseur dans les anciens locaux de la CPAM

M. FORCADA : La demande de subvention pour l'installation de l'ascenseur dans les anciens locaux de la Caisse primaire d'Assurance maladie.

L'opération consiste principalement en l'installation d'un ascenseur au sein des anciens locaux de la Caisse de Retraite et de la CPAM, destinés à l'accueil de services communaux et non du public. Corollairement, ce projet englobe la mise en conformité intégrale du bâtiment avec les normes d'accessibilité en vigueur, tant pour les usagers externes que pour le personnel communal. De surcroît, les travaux induiront une modification des volumes distribués afin de garantir la création de paliers de circulation de dimensionnement suffisant pour l'usage par les personnes à mobilité réduite. L'opération vise aussi à permettre l'augmentation de l'offre de

services au sein de la Maison France Services en facilitant la tenue de permanences hebdomadaires d'un plus grand nombre de partenaires et l'intégration de la MSA dans les services offerts aux habitants du territoire. En premier lieu, la finalité essentielle de ce projet réside dans l'impératif légal d'accessibilité. Ainsi, l'installation de cet équipement permettra une utilisation optimale et non discriminatoire de l'ensemble des étages du bâtiment. En outre, la réhabilitation générale vise à améliorer les conditions de réception du public, tout comme les conditions de travail des agents. À ce stade, la dimension technique et réglementaire du projet impose le recours à une assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) externe ou à une expertise interne qualifiée afin de garantir la viabilité technique et la conformité normative de l'ascenseur et des aménagements associés. Par conséquent, cet accompagnement est en cours de formalisation.

L'opération consiste en une rénovation et non en une construction nouvelle. Elle englobe non seulement l'insertion d'un équipement neuf, l'ascenseur, mais aussi la modification structurelle interne, paliers, volumes, ainsi que l'amélioration des qualités thermiques du bâti existant. Étant donné que le projet se déroule exclusivement à l'intérieur d'un bâtiment existant et sur une emprise foncière déjà urbanisée, l'impact initial sur la biodiversité est considéré comme marginal, voire nul. Ainsi, aucune destruction d'habitat naturel ne semble devoir être anticipée. L'installation de l'ascenseur nécessitera l'emploi de structures métalliques certifiées et de matériaux conformes aux normes de sécurité incendie en vigueur dans les établissements recevant du public, les ERP.

Considérant l'impératif stratégique de sobriété foncière et la nécessité de lutter contre l'artificialisation des sols, le projet est fondamentalement inscrit dans une logique de réemploi intégral du bâtiment existant. Dès lors, le choix de valoriser cette structure préexistante représente une contribution directe et immédiate à la non-consommation d'espaces naturels ou agricoles, s'alignant ainsi sur les objectifs supérieurs de gestion durable du territoire. L'utilisation principale est la centralisation de services communaux ouverts au public, notamment la Maison France Services. Par conséquent, le bâtiment rénové accueillera de manière optimale et conforme les agents municipaux dans des conditions de travail améliorées, et le public dans des conditions de réception accessibles et confortables. Il est incontestable que l'amélioration de l'accessibilité est un bénéfice direct pour l'ensemble des administrés. Ainsi, l'association des habitants s'opère par la garantie d'un service public de qualité accessible à tous, ce qui constitue une réponse concrète aux exigences d'inclusion citoyenne. Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver la réalisation de cette opération et le plan de financement prévisionnel comme suit :

- Montant proposé hors taxes : 101 500 €;
- L'AMO : 25 375 €.

Soit un total de 126 875 €.

Nous aurons en théorie :

- Le financement sollicité de la DETR pour 38 062,50 €, donc 30 %;
- La Région pour 25 % à 31 718,75 ;
- Identique pour le Département ;
- L'autofinancement, 25 375 € qui correspondent aux 20 %.

Total : 126 875 €.

Il est demandé au Conseil de m'autoriser à solliciter les subventions, à signer toutes les pièces liées à cette opération et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération. Il convient d'en délibérer.

La Maison France Services est à l'étroit, vous avez pu le constater notamment pour les élections. C'est très vite compliqué de recevoir le public avec la confidentialité du traitement des dossiers qui s'impose. Donc, cela a rendu service jusqu'à maintenant, mais les services de l'État aussi nous demandent de pouvoir accueillir et faire des permanences comme les impôts par exemple, aussi, qui viennent s'y inscrire. La MSA qui nous l'a demandé également, même s'ils ont le bâtiment à côté mais qui est voué à ne plus être utilisé par leurs services. Et il faut savoir aussi que les statistiques de l'État nous mettent en première place du département en termes de qualité d'accueil et du nombre d'accueils. On était de mémoire à 25 accueils par jour par collaboratrice, qui

sont des dames. Donc une activité soutenue, mais qui n'est pas soutenable, je dirais, dans la qualité de réception que les locaux permettent aujourd'hui.

Il n'y a pas d'autres questions ? On va passer au vote. Le vote est ouvert. 33 pour, adopté à l'unanimité, merci.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

33-Approbation de frais de déplacement dans le cadre d'un mandat spécial

M. BACAVE-ESTEVE : Bonsoir. Approbation des frais de déplacement dans le cadre d'un mandat spécial. Vu les articles L 2123-18 et suivants du Code général des collectivités territoriales. Monsieur le Maire doit faire un déplacement hors du territoire communal afin de représenter la commune, accompagné par son directeur de cabinet. Ces déplacements seront remboursés aux frais réels par mandat spécial pour Monsieur le Maire et par ordre de mission pour le directeur de cabinet. Il s'agit pour Monsieur le Maire et son directeur de cabinet d'assister à un événement organisé par l'Association Nationale des Élus de la Vigne et du Vin (ANEV), qui se tiendra le 29 mai 2026 à Gevrey-Chambertin, Bourgogne-Franche-Comté. L'ANEV a pour objectif de promouvoir le dynamisme et la qualité de vie des communes des terroirs vitivinicoles et des hommes et des femmes qui y résident. Monsieur le Maire doit donc se déplacer du 28 au 30 mai prochain, ce pour quoi il est nécessaire de soumettre à l'approbation de l'assemblée délibérante le remboursement de ses frais de transport et de séjour, ainsi que le prévoient les dispositions de l'article L 2123-18-1 du Code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1. D'accorder un mandat spécial à Monsieur Gérard FORCADA, maire de Lézignan-Corbières, pour se rendre en Bourgogne du 28 au 29 mai 2026 ;
2. D'approuver le remboursement des frais engagés par Monsieur FORCADA, maire de Lézignan-Corbières, relatifs à son transport et à son séjour dans le cadre de ce mandat spécial. Les frais de transport et de séjour, comprenant les frais d'hébergement et de restauration, étant remboursés selon la technique des frais réels ;
3. De dire que les dépenses relatives à ce mandat spécial seront imputées sur le budget principal 2026.
4. D'autoriser le paiement aux frais réels des sommes engagées dans le cadre de l'ordre de mission délivré au directeur de cabinet.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Des remarques ? Des questions ? On passe au vote. Le vote est ouvert. 32 pour, une abstention, adopté, merci.

Le Conseil municipal approuve à la majorité

34-Renouvellement de la convention d'objectifs et de financement concernant la prestation de service relative à l'ALSH entre la commune de Lézignan-Corbières et la CAF de l'Aude – Annexe

Mme CASTEL : Renouvellement de la convention d'objectifs et de financement concernant la prestation de services relative à l'ALSH entre la commune de Lézignan-Corbières et la CAF de l'Aude.

La branche familiale de la Caisse d'allocations familiales a structuré son action auprès des accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) autour de plusieurs objectifs : conciliation entre vie familiale, professionnelle et sociale ; épanouissement, socialisation et prise d'autonomie des enfants et des adolescents ; lutte contre les inégalités en matière de réussite scolaire. Les ALSH périscolaires comme celui de Lézignan-Corbières peuvent prétendre à plusieurs types de subventions. La subvention ALSH périscolaire, le bonus territoire Convention territoriale globale (CTG), accueil périscolaire, qui procure une aide complémentaire à la précédente.

Les nouvelles modalités de financement sont prévues par la convention d'objectifs et de gestion 2023-2027 annexée à la présente. La contribution financière de la CAF 11 sera ainsi déterminée. Pour la subvention ALSH périscolaire, son montant correspondra à un pourcentage du prix de revient horaire dans la limite d'un prix plafond fixé chaque année par la CNAF. En ce qui concerne le bonus CTG, son montant forfaitaire

s'élèvera à 1,10 € par heure. La convention entre la commune de Lézignan-Corbières et la CAF de l'Aude, présentée en annexe, fixe les conditions et les modalités de versement de la subvention de l'ALSH municipal de Lézignan-Corbières, ainsi que les différentes obligations de chacun des partenaires.

Il est proposé au Conseil municipal :

1. D'approuver le contenu de la présente convention jointe en annexe.
2. D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la convention en question.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Merci, des remarques ? Des questions ? On passe au vote. 33 pour, adopté à l'unanimité, merci.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

35-Création d'un poste permanent au sein de la police municipale – Brigadier-chef principal

M. COMBES : Considérant que les besoins du service nécessitent la création d'un emploi permanent de policier municipal à la suite d'une mobilité interne, la création d'un emploi de policier municipal à compter du 1^{er} juillet 2026 est nécessaire pour mener à bien les missions quotidiennes du service de police municipale de la Ville. À la suite de la mobilité interne d'un agent vers le poste d'adjoint du chef de police municipale en date du 1^{er} avril 2026, il apparaît important de renforcer les effectifs afin de veiller au bon ordre et à la tranquillité publique. L'agent sera issu du cadre d'emplois des agents de la police municipale et assurera les fonctions de policier municipal à temps complet pour une durée hebdomadaire de service de 35/35^e. Le tableau des effectifs dispose d'un emploi budgétaire au grade de gardien-brigadier. En revanche, il est proposé la création d'un emploi au grade de brigadier-chef principal manquant au tableau des effectifs. La rémunération sera déterminée par référence à la grille indiciaire de la fonction publique territoriale et en prenant en compte notamment les fonctions occupées, la qualification requise pour leur exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1. De créer un emploi permanent au sein du cadre d'emplois des agents de police municipale ;
2. D'autoriser Monsieur le Maire à procéder au recrutement d'un agent qui sera affecté à cet emploi ;
3. D'inscrire au budget les crédits correspondants.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Oui, un micro.

M. DENARD : Oui, ça fait déjà plusieurs délibérations sur les personnels de la police municipale. On parle beaucoup de brigadiers-chefs, etc. Ma question est simple, je voudrais savoir s'il y a un nouveau chef, à la place de l'ancien qui était ici, M. GALANO, parce qu'au travers de tous les conseils municipaux jusqu'à présent, on n'en a pas parlé. Je voudrais savoir s'il a été nommé, s'il a un grade de chef de police municipale.

M. FORCADA : Vous avez loupé un ou deux conseils, Thierry.

M. DENARD : Non, mais je n'en ai pas eu connaissance. Je ne sais même pas son nom, je ne sais pas.

M. FORCADA : Nous en avons parlé, il y a déjà quelque temps, à un Conseil. Si. De toute façon, le nom, ce n'est pas bien compliqué, c'est Elian RIQUELME qui a succédé à Philippe GALANO. Et donc on a besoin de remplir la case vide d'un brigadier...

M. DENARD : J'avais simplement compris que, comme il était l'adjoint, il succédait provisoirement en attendant un nouveau chef.

M. FORCADA : Il a assuré l'intérim en attendant de recevoir les candidatures.

M. DENARD : D'accord. Mais il est devenu le chef ?

M. FORCADA : Voilà, il a assuré l'intérim.

M. DENARD : Ce n'est pas son poste qu'on vote aujourd'hui ?

M. FORCADA : Mais ce n'est pas son poste, ce n'est pas ce qu'on vote aujourd'hui.

M. DENARD : Non, c'est très bien, mais c'est l'occasion d'en parler.

M. FORCADA : Oui.

M. DENARD : Et c'est le grade, on comprend également. Vous avez fait un document.

M. COMBES : M. Elian RIQUELME a pris la place de Monsieur GALANO, et M. Julien ROZEN a pris la place de M. Elian RIQUELME. Donc là, nous votons le personnel pour repartir à la base et recomblé le trou qui a été fait par la nomination de l'adjoint.

M. DENARD : Mais le grade du chef de police, en nommant chef de police municipale, il ne l'a pas ?

M. FORCADA : Promotion ou concours. Le vote est ouvert. 33 pour, adopté à l'unanimité, merci.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

36-Création d'un poste permanent de responsable du service des assemblées et des affaires juridiques

Mme BÉNET : Bonsoir. Création d'un poste permanent de responsable du service des assemblées et des affaires juridiques.

Considérant la délibération du 24 janvier 2023,

Considérant les besoins du service des assemblées et la nécessité de renforcer ses fonctions de coordination, de préparation, de suivi et de sécurisation juridique des instances, il est proposé de créer un emploi permanent de cadre A. Il est prévu de maintenir l'emploi de cadre B actuellement inscrit au tableau des effectifs, à ce stade, sans suppression, afin de permettre la continuité du fonctionnement du service. Cet emploi pourra demeurer vacant ou être pourvu ultérieurement selon les besoins du service et des décisions de l'autorité territoriale.

Depuis lors, les besoins se sont précisés. Les demandes des élus, de la direction générale des services et des services municipaux relevant de la sécurisation juridique des actions et actes communaux se sont accrues. Tout en assurant les cycles de préparation et de suivi des séances du conseil municipal, le service doit aussi répondre à des sollicitations en matière juridique et contentieuse. Par conséquent, les missions et tâches relevant du poste de responsable de ce service ont évolué et doivent être modifiées.

Afin d'assurer la bonne organisation du service et la sécurisation juridique des actes de la commune, il est proposé au conseil municipal la création d'un poste permanent de responsable du service des assemblées et des affaires juridiques, dont les missions principales sont les suivantes :

- préparation et sécurisation juridique des séances du conseil municipal ;
- rédaction et suivi des délibérations ;
- sécurisation des procédures internes relevant du service des assemblées et du service juridique ;
- pilotage stratégique des procédures et des activités juridiques ;
- pré contrôle de légalité des actes ;

- rédaction des notes et de conventions ;
- veille juridique ;
- gestion des différends entre l'administration et les particuliers et partenaires ;
- gestion des dossiers précontentieux et contentieux ;
- suivi de l'exécution des contrats, y compris ceux du secteur RH.

Il est nécessaire de créer cet emploi permanent sur le grade des attachés territoriaux relevant de la catégorie hiérarchique A, pour effectuer les missions énumérées ci-dessus, à temps complet, à raison de 35/35^e à partir du 1^{er} juillet 2026. L'emploi pourra être pourvu par un fonctionnaire relevant du grade des attachés territoriaux. Dans l'hypothèse où aucun fonctionnaire n'aurait pu être recruté, il est autorisé de recruter un agent contractuel de droit public sur le fondement de l'article L.332-8 du Code général de la fonction publique, au motif que les besoins du service et la nature des fonctions le justifient. Le contrat sera conclu pour une durée de trois ans maximum, dans les conditions prévues par la réglementation applicable. Il pourra être renouvelé dans les limites autorisées par les textes. Le niveau de recrutement minimum exigé de l'agent est un Master 2 en droit public avec une expérience professionnelle significative dans le domaine juridique et une expérience en collectivité territoriale. La rémunération sera fixée par référence à la grille indiciaire du grade des attachés territoriaux ou pour un contractuel, en tenant compte notamment des fonctions exercées, du niveau de responsabilité, du niveau de diplôme, de l'expérience professionnelle et des rémunérations habituellement pratiquées pour un emploi de nature similaire.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1. D'approuver la création d'un poste permanent de responsable du service des assemblées et des affaires juridiques, correspondant au grade d'attaché territorial ;
2. D'autoriser Monsieur le Maire à procéder au recrutement d'un agent qui sera affecté à cet emploi ;
3. D'inscrire au budget, chapitre 012 charges de personnel, les crédits nécessaires ;
4. D'autoriser à Monsieur le Maire à prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

C'est donc une réorganisation du service.

M. FORCADA : Merci. Des questions ? On met en adéquation, je dirais, les compétences de l'actuelle personne qui occupe le poste de la responsable des assemblées, et on ajoute, tout simplement, la partie juridique, puisqu'elle est docteure en droit donc, elle a toute capacité à le faire. On complète l'intitulé du poste parce qu'elle assure également le suivi de tous les sujets qui sont du domaine juridique, tout simplement. S'il n'y a pas d'autres questions ou remarques, on passe au vote. Le vote est ouvert. 32 pour, adopté. Je vous remercie.

Le Conseil municipal approuve à la majorité

37-Convention annuelle de service 2026 entre la commune et l'ASA du Plô et de la Jourre – Annexe

M. ROIG : L'ASA du Plô et de la Jourre approvisionne en eau les jardins familiaux appartenant à la commune et situés au lieu-dit L'Esplot, à côté de l'ancienne station d'épuration, le long de la RD 6113. Chaque année, une convention de service est signée entre la mairie et l'ASA afin de fixer les règles d'utilisation des installations et les tarifs. Pour l'année 2026, la cotisation annuelle fixe sera de 150 € hors taxes et le prix au mètre cube de 0,19 € hors taxes.

Il est demandé au Conseil municipal :

1. D'approuver le contenu de la convention annuelle de services pour 2026 jointe à la présente, ainsi que sur le tarif fixé par l'ASA ;
2. D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention et tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Merci. Des questions, des remarques ? On passe au vote, s'il vous plaît. Le vote est ouvert. 33 pour, adopté à l'unanimité. Merci.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

38-Servitude de passage aérien avec ENEDIS sur la parcelle cadastrée AE 415 – Annexes

M. MASUYER : Vu les différents articles, dans le cadre de la création d'un second comptage pour la parcelle située 9, avenue Armand Barbès en vue de son aménagement, ENEDIS a besoin de faire cheminer un câble torsadé sur la façade de l'immeuble implanté sur la parcelle communale cadastrée section AE n° 415. Pour ce faire, il est nécessaire de signer une convention délivrant une autorisation de passage aérien.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1. D'approuver la convention de servitude annexée à la présente délibération ;
2. D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de servitude dont le projet est annexé à la présente délibération ;
3. À prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Merci. Des remarques ? On passe au vote, s'il vous plaît, pour cette dernière délibération. Le vote est ouvert. 33 pour, adopté. Merci. La séance est levée.

Le Conseil municipal approuve à l'unanimité

Monsieur le Maire lève la séance à 21 h et 13 minutes.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver le procès-verbal de la séance du 28 avril 2026.

NB : Au cours de cette séance du Conseil municipal, M. HERNANDEZ a posé une série de questions portant sur les délibérations de finances. Ces questions ont été transmises par écrit aux services communaux par M. HERNANDEZ le 18 mai 2026 (réception le 19 mai 2026). Les réponses à ces questions lui seront apportées dans les délais réglementaires.

Sur présentation de son rapporteur,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré

Approuve à la majorité par 26 voix pour (de M. Gérard FORCADA, M. William COMBES, Mme Christine BÉNET, M. El Mahdi DAHBI, Mme Françoise CASTEL, M. Michel MASUYER, Mme Sabrina FITO, M. Laurent MARTINEZ, Mme Corinne ARMERO, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Mireille SANTINI, M. Bernard ROUSSET, M. Christian ROIG, M. Philippe GALANO, M. Erik LE MOAL, M. Jean-Charles PITT, Mme Christine FOULQUIER, M. Thierry CAUMEIL, M. Jérôme BACAVE-ESTEVE, Mme Magali GARY-BOBO, Mme Angélique ARCIET, Mme Vanessa BESLER, Mme Émilie FABREGAT, Mme Carol-Ann EHRHARD, Mme Pauline VILCHEZ, Mme Mélinda MARTIN), 7 voix contre (de M. André HERNANDEZ, M. Michel CANO, Mme Dominique GEA, M. Denis PROVENT, M. Thierry DENARD, Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Valérie DUMONTET)

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire

Gérard FORCADA



Le secrétaire de séance

Michel MASUYER

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized initials and a surname.

